

le monde
Libertaire

hebdô

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°556 JEUDI 3 JANVIER 1985 8,00 F

CONTRE LA CRISE

1984-1985:
MEMMES
COMBATS!



ANTIMILITARISME

Liberté pour Patrick Aguiar, militant libertaire emprisonné pour insoumission.

PAGE 5

NELLE-CALÉDONIE

Témoignage sur la solidarité envers le peuple kanak en lutte contre le colonialisme.

PAGE 7

BILAN 84

L'année écoulée aura été une année comme les autres pour les travailleurs.

PAGE 12

Permanence du Secrétariat aux relations intérieures :

le samedi de 14 h 30 à 18 h, 145, rue Amelot, 75011 Paris (m° République) tél. : 805.34.08

éditions

Le Magazine libertaire n° 4 est paru ! Il est consacré aux « Libertaires face à l'armée et à la guerre » Quarante pages spécial souvenir pour 20 F. Vous pouvez vous le procurer au 145, rue Amelot 75011 Paris.

communiqués

• SAINT-BRIEUC

Une liaison de la F.A. vient de se créer sur Saint-Brieuc. Une permanence est tenue tous les samedis de 10 h à 11 h 30 au marché, face à la Poste, lors de la vente du Monde libertaire.

• VITRY/VILLEJUIF

Le groupe de Vitry-Villejuif assure deux ventes du Monde libertaire chaque semaine : Vitry, marché de la place de l'Eglise, de 10 h 30 à 12 h, tous les samedis matin ; et à Villejuif, marché Romain-Rolland, de 10 h 30 à 12 h, tous les samedis matin.

• SAUMUR

Un groupe vient de se former. Le « divin enfant » s'appelle Alcane et son objectif est bien sûr de défendre et propager les idées libertaires.

• QUIMPER

Le groupe de Quimper reprenant ses activités rappelle aux anarchistes du Sud-Finistère son adresse postale : Idées noires, B.P. 162, 29105 Quimper.

débats

• CHELLES

Yves Machelard (naturopathe) animera une soirée sur les médecines douces le samedi 19 janvier à 20 h 30, au local du groupe Sacco et Vanzetti, 1 bis, avenue Emilie, 77500 Chelles (près de la gare).

• PARIS

Le groupe Eugène-Varlin organise une série de cours sur le thème « L'autogestion », à partir de 20 h, au patronage laïc, 72, avenue Félix-Faure, Paris 15° (métro Boucicault).

• GIF-SUR-YVETTE

Le groupe Emile-Pouget invite les lecteurs du M.L. de la région à participer aux réunions de sympathisants qu'il organise le 4° mercredi de chaque mois, à 20 h, salle de l'Orangerie (face à la mairie), Gif-sur-Yvette.

• PARIS

Le groupe Louise-Michel organise vendredi 18 janvier, au local du groupe, 10, rue Robert-Planquette, Paris 18°, une réunion-débat sur le thème « Les transports : le rôle du service public », avec Voie libre et l'association T.G.V.

• AUTOCOLLANT

Un autocollant, destiné à tous, usagers et professionnels des transports publics et privés, et à ceux qui pensent que l'anarcho-syndicalisme est une réponse pour demain, est en vente à la librairie du Monde libertaire.



• « VOIE LIBRE »

Le troisième numéro de Voie libre, organe anarcho-syndicaliste des transports vient de paraître. Il est en vente à la librairie du Monde libertaire, au prix de 6 F. Prix de l'abonnement pour 10 numéros : 50 F. Abonnement de soutien à partir de 80 F.



• AFFICHES DISPONIBLES

- Coût à l'unité, au-dessus de 10 exemplaires : 0,70 F ; 5 F à l'unité : Autogestion... gr. Fresnes-Antony Radio-Libertaire, une radio sans publicité... Non aux ventes d'armes... gr. de Toulouse Le « Monde libertaire », un outil... Toute élection est une démission... gr. de Toulouse • Coût à l'unité, au-dessus de 10 exemplaires : 1 F ; 5 F à l'unité : Le militarisme et l'impérialisme... gr. de Paris 15° Déclaration universelle des droits de l'homme... • Coût à l'unité, en dessous de 500 exemplaires : 1 F ; au-dessus, 0,90 F : Vaincre la crise... gr. Jacob • Coût à l'unité, au-dessus de 10 exemplaires, 0,70 F : Autogestion... gr. Jacob • Coût à l'unité, au-dessus de 10 exemplaires : 0,50 F ; 5 F à l'unité : Radio-Libertaire expulsée de la bande F.M... Radio-Libertaire : ça recommence...

• AUTOCOLLANTS DISPONIBLES

- Coût à l'unité : 2 F ; 20 F les 50 exemplaires : Français-Immigrés, une seule classe ouvrière... Coût à l'unité, 1 F : R.-L., la voix sans maître sur 89,5 MHz... Coût à l'unité, 6 F : Radio-Libertaire sur 89,5 MHz... Coût à l'unité : 5 F ; 25 F les 50 exemplaires : Changez-vous les idées, lisez le M.L...

• BADGE



Le groupe Paris 3° a édité un badge (38 mm) contre le racisme, en blanc ou en jaune. Son prix : 6 F l'unité ou 4 F pour 10 exemplaires et plus.

liste des permanences des groupes f.a.

• RÉGION PARISIENNE PARIS

- Groupe « Louis-Bertho-Lepetit », Paris 1er : permanence au Cercle Garcia-Lorca, 15, rue Gracieuse, 75005 Paris, chaque 1er lundi du mois. Groupe « Varlin », Paris 15° : permanences le vendredi, de 19 h à 20 h, au métro Saint-Michel, et le mercredi, de 17 h 30 à 18 h 30, au métro Convention. Groupe « Louise-Michel », Paris 18° : permanence le vendredi, de 18 h 30 à 20 h, au 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris. Groupe « Voline », Paris 20° : permanence le jeudi à 20 h 30, au 26, rue Piat, 75020 Paris. BANLIEUE • SEINE-ET-MARNE Groupe « Sacco-et-Vanzetti » : permanences tous les mercredis de 15 h à 18 h et les dimanches, de 10 h à 12 h, au 1 bis, rue Emilie, 77500 Chelles. • HAUTS-DE-SEINE Groupe Fresnes-Antony : permanences le samedis de 10 h à 12 h et le dimanche, de 10 h à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. 668.48.58. • VAL-D'OISE Groupe « Kropotkine » d'Argenteuil : permanences les 2° et 4° samedis de chaque mois, de 15 h à 18 h, au local de l'A.P.K., 32, rue Ary-Sheffer (au fond du chemin, à droite), 95100 Argenteuil. • VAL-DE-MARNE Groupe Villejuif-Vitry : permanences tous les 1er et 3° dimanches de chaque mois, de 15 h à 17 h, à la salle Gérard-Philippe, 2, rue Louise-Aglæ-Cretté, Vitry.

liste des groupes f.a.

• PROVINCE :

- GROUPES : Aisne : Anizy-le-Château — Allier : Moulins — Alpes maritimes : Nice — Ardèche : Aubenas — Bouches-du-Rhône : Marseille — Calvados : Caen — Charente-Maritime : Marennes/Rochefort — Côtes-du-Nord : Saint-Brieuc — Côte-d'Or : Dijon — Doubs : Besançon — Finistère : Brest — Gard : Groupe du Gard — Haute-Garonne : Toulouse — Gironde : Bordeaux (2 groupes) — Hérault : Béziers — Ile-et-Vilaine : Rennes — Indre-et-Loire : Tours — Jura : Dole — Loire : Le Puy — Loire-Atlantique : Nantes — Lot-et-Garonne : Agen — Maine-et-Loire : Angers — Manche : Cherbourg — Marne : Reims — Morbihan : Lorient — Moselle : Metz — Nord : Lille — Oise : Beauvais — Orne : Flers/La Ferté-Macé — Pas-de-Calais : Boulogne — Pyrénées-Orientales : Perpignan — Rhône : Lyon — Haute-Saône : Gray — Sarthe : Le Mans (2 groupes) — Seine-Maritime : Le Havre, Rouen, Dieppe — Somme : Amiens — Var : Groupe Région toulonnaise — Haute-Vienne : Limoges — Yonne : Auxerre.

• LIAISONS :

- Alpes-Maritimes : Cannes-la-Bocca — Ardèche : Tournon — Ardennes : Charleville-Mézières — Aveyron : Sainte-Affrique — Charente : Angoulême — Charente-Maritime : Saintes — Cher : Vierzon — Corse : Ajaccio — Côtes-du-Nord : Lamballe — Dordogne : Périgueux — Doubs : Haut-Doubs — Eure : Evreux, Routot — Eure-et-Loir : Chartres — Finistère : Quimper — Hérault : Le Caylar/Lodève, Montpellier — Isère : Bourgoin-Jallieu — Jura : Roche-lez-Beaupré — Loir-et-Cher : Blois — Haute-Loire : Est Haute-Loire — Lot : liaison du Lot — Maine-et-Loire : Saumur — Mayenne : Laval — Meurthe-et-Moselle : Nancy — Nord : Valenciennes — Oise : Noyon — Bas-Rhin : liaison du Bas-Rhin — Savoie : Chambéry — Tarn : Albi — Var : Hyères — Vendée : La Roche-sur-Yon — Vienne : Chatellerault, Poitiers — Haute-Vienne : Nord Haute-Vienne — Vosges : liaison des Vosges.

• RÉGION PARISIENNE :

- GROUPES : Paris : seize groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1er, 3e, 4e, 5e, 9e, 10e, 11e, 12e, 13e, 14e, 15e, 16e, 18e, 19e, 20e. Banlieue : Seine-et-Marne : Coulommiers, Chelles/Gagny/Neuilly-sur-Marne, Melun — Yvelines : Conflans-Sainte-Honorine, Versailles — Essonne : Vallée de Chevreuse/Rambouillet, Corbeil — Hauts-de-Seine : La Défense/Courbevoie/Nanterre/Puteaux, Villeneuve-la-Garenne/Saint-Ouen, Fresnes/Antony — Seine-Saint-Denis : Bobigny/Pantin/Aubervilliers, Drancy, Epinay-sur-Seine, Montreuil/Rosny-sous-Bois, Sevran/Bondy — Val-de-Marne : Villejuif/Vitry — Val-d'Oise : Argenteuil/Colombes, Cergy-Pontoise.

sommaire

PAGE 2 : Activités des groupes F.A. — PAGE 3 : Editorial, Bilan Radio-Libertaire, Guerre au palais — PAGE 4 : F.N.A.C. en grève, En Bref, « Otages », Krasucki sur les barricades ? — PAGE 5 : Patrick Aguiar emprisonné, Toumi Djaidja, Union Carbide/Béziers morbide — PAGE 6 : Vers le 18 Brumaire de J.-M. Le Pen ? — PAGE 7 : Solidarité avec la lutte du peuple kanak — Attentat en Italie, Pologne, Les racines du sandinisme — PAGE 9 : L'anarchisme au Japon — PAGE 10 : Le marxisme est-il une science ? — PAGE 11 : Note de lecture, Programme Radio-Libertaire, Cinéma, Abonnement aux éditions du Monde libertaire — PAGE 12 : Bilan 84 : une année comme les autres !

Abonnez vous ! LE MONDE LIBERTAIRE Rédaction-Administration 145, rue Amelot 75011 Paris, tél. 805.34.08. Table with columns: TARIF, France, Sous plis fermé, Etranger. Includes subscription rates and contact information.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11° Directeur de publication : Maurice Joyeux Commission paritaire n°55 635 Imprimerie : Roto de Paris, 24, rue des Rigoles, Paris 20° Dépôt légal 44 149 — 1er trimestre 1977 Routage 205 — Publi Routage Diffusion SAEM Transport Presse

RADIO-LIBERTAIRE ET 1984 UNE ANNÉE COMME LES AUTRES

L'année 1983, marquée par la saisie de Radio-Libertaire, un beau dimanche du mois d'août aux aurores, s'était terminée dans une situation confuse. Après l'accord intervenu le 17 octobre 1983, à la demande de la Haute Autorité, entre Radio-Libertaire et Radio-Montmartre pour un partage de fréquence à égalité de temps, l'organisme présidé par Mme Cotta autorisait quelque temps après ces deux stations à émettre sur 103,9 MHz. Il nous a déjà été donné de rendre compte ici des raisons pour lesquelles ce partage de fréquence ne fut pas suivi d'effet, Radio-Montmartre s'auto-attribuant cette fréquence pour elle seule, avec la bénédiction des pouvoirs publics, trop contents, encore une fois, de nous créer des ennus.

Dans le même temps, se trompant manifestement d'adversaire, la radio des têtes vides, N.R.J., crut bon, pour « débloquent la situation » (sic), de faire un procès à Radio-Libertaire, pour occupation illicite de la fréquence attribuée à cette station. Dans son jugement du 22 décembre 1983, nouveau coup bas contre nous, le juge des référés nous ordonnait de quitter sans délai cette fréquence, ce que nous nous empressâmes de ne pas faire, laissant nos plaideurs friqués et les guignols du palais de justice méditer sur les vertus de la loi des puissants, tandis que continuait de se faire entendre la Voix sans maître sur 89,5, bien décidée à ne pas se laisser étouffer.

Bien qu'ayant largement fait ses preuves dans ce domaine, la Haute Autorité devait alors redoubler d'incompétence et multiplier les tracasseries à notre endroit. Les six premiers mois de l'année

1984 allaient donc être marqués par la demande répétée et stupide de rejoindre une fréquence inutilisable, assortie des habituelles menaces de retrait d'autorisation. Pour Radio-Libertaire, Big Brother siégeait avenue Raymond-Poincaré et prenait les apparences de Mme Cotta, plus agréables, certes, que celles du personnage imaginé par George Orwell, mais dont la présence devenait tout aussi pesante et dont les propos restaient tout aussi intolérables. Après l'installation de N.R.J. sur notre fréquence, problème qui fut vite réglé à notre entier bénéfice, des négociations furent entreprises avec les autorités, au cours du mois d'août, qui nous amenèrent, après promesse de l'établissement d'un nouveau plan de fréquences pour Paris, à rechercher un autre partenaire susceptible de partager une fréquence éventuellement autre que 89,5 MHz, dans la mesure où les promesses de la Haute Autorité — il est permis de rêver ! — seraient tenues.

Nos lecteurs savent qu'un accord fut signé, on ne peut plus rapidement, avec Radio-Pays. Malgré cela, la Haute Autorité, après nous avoir adressé un courrier qui demeurera dans les annales de l'hypocrisie et du reniement de sa parole, faisait la sourde oreille et renouait avec ses propos d'adjudant-chef dans lesquels elle a toujours excellé (voir articles du M.L. d'août et septembre). Après de multiples avertissements et quelques réunions inutiles face à des souffres, de troisième zone, la Haute Autorité, sans doute pour justifier sa prétentieuse appellation, devait prendre les mesures punitives que l'on sait,

début décembre, en suspendant six radios parisiennes, dont Radio-Libertaire. On sait avec quelles craintes furent accueillies ces mesures, les six radios visées ignorant superbement les injonctions de Big Mother-Cotta et organisant, pour deux d'entre elles, des manifestations qui furent à l'origine du revirement de situation de cette fin d'année 1984.

Dans le précédent numéro du *Monde libertaire*, nous avons fait paraître le texte intégral de l'accord signé entre Radio-Libertaire et T.D.F., qui signifiera peut-être un tournant dans notre histoire. La balle est aujourd'hui encore dans le camp de la Haute Autorité. S'amusera-t-elle de nouveau à pourrir le jeu ou essaiera-t-elle, enfin, de régler les problèmes ? Rien, pour l'instant, ne permet de préciser quelle attitude sera la sienne, mais gageons que l'avenir immédiat nous renseignera sur ce sujet.

Sans doute serait-il opportun, à l'heure des bilans, de vous entretenir ici de l'état actuel de la programmation et de la santé financière de la station, deux points importants qui ont souffert, comme on le devine aisément, de ces tracasseries incessantes qui ne permettent pas, d'une part, de travailler dans des conditions correctes et qui, d'autre part, nous coûtent cher. Ces deux aspects d'un bilan plus complet viendront à leur tour, ici même, dans les semaines à venir.

1984 : une année au cours de laquelle rien n'a été résolu, où les agressions se sont multipliées, comme les promesses non tenues. Bref, une année comme les autres.

Le secrétariat R.-L.

Editorial

ELLE est la différence entre le diamantaire président jouant de l'accordéon en pull et Lionel Jospin chantant « Les feuilles mortes » à l'émission de Patrick Sébastien le dernier samedi de 1984 ? Au lendemain du front syndical de refus, en ordre dispersé, cela avait des allures de raboinage maladroit !

On nous avait pourtant dit sur tous les tons que la gauche au pouvoir c'était autre chose et que le syndicalisme de force d'opposition devait devenir une force de proposition. Tout cela pour aider le gouvernement à hater la construction du socialisme à la française. Il fallait, au lieu de revendiquer, prendre sa place dans l'effort national et souquer ferme...

Quant à ceux qui parlaient d'intérêts divergents, voire de lutte des classes, les haut-parleurs de l'Etat avaient vite fait de les taxer d'anachronisme. Il y en a même eu dans les rangs pseudo-syndicalistes pour dire que la préservation du pouvoir d'achat et la création d'emplois étaient inconciliables. Le syndicalisme sous un gouvernement de gauche ne serait que partager la misère en faisant semblant de croire que le capitalisme n'existe plus ?

Car c'est de cela qu'il s'agit. Le syndicalisme a-t-il pour but de gérer ce que lui octroie le patronat ou tente-t-il à travers son action quotidienne de proposer un autre type de société ?

Dans le syndicalisme actuel, il y a loin entre ce qui est écrit dans les statuts et ce que font concrètement les dirigeants confédéraux. Les dernières négociations syndicats-C.N.P.F. montrent que le temps est loin où les maîtres des Forges déclaraient la guerre au bureau confédéral de la C.G.T. !

Le gouvernement va-t-il imposer la flexibilité de l'emploi selon les vœux du patronat et fidèle au crédo de la modernisation ? Fidèle en cela aussi à sa vocation de gérant des intérêts du capitalisme. Le socialisme authentique ne se demande pas dans les parlements, il se construit chaque jour dans le combat contre l'Etat et le patronat.



Rassemblement de Beaubourg.

VATICAN LA GUERRE AU PALAIS

NOËL, fête de l'unité chrétienne, est la période choisie par Karol Wojtyła, alias Jean-Paul II, pour lancer sa « guerre de religion ». Contre qui ? L'ennemi intérieur.

Il faut bien garder à l'esprit que le Vatican, cet Etat-cule, n'en demeure pas moins, comme toute nation administrée, un lieu d'intrigues, d'ambitions et de guéguerres très temporelles. Et, ma foi, pourvu que la main droite ignore ce que fait la main gauche, les apparences (spirituelles, bien sûr) sont sauvées.

Quel est cet « ennemi intérieur » ? C'est simple, ce sont les éléments les plus « progressistes » de l'Eglise romaine, à savoir, d'une part, la majorité des jésuites, et, d'autre part, les « montiniens ». Ces derniers, banale situation pour tout gouvernement, ne sont que les partisans du dernier véritable Président, pardon, pape, c'est-à-dire Montini, plus connu sous le

pseudonyme de Paul VI. Leur thèse, en gros, est celle d'une ouverture vis-à-vis de l'Est, ou, du moins, d'un statu quo avec les communistes. Jean-Paul II, on l'aura compris, voue, lui, une guerre totale aux rouges. Il faut le comprendre : l'anus artificiel (1) qu'il porte depuis l'attentat de la place Saint-Pierre (d'où son surnom dans nos rangs de « Faux-Cul ») lui a été servi sur un plateau par le K.G.B., par services bulgares interposés. En outre, c'est sans doute encore le K.G.B. qui a organisé le martyre de Popielusko, son lieutenant personnel en Pologne.

Avec cela, comment voulez-vous être partisan du dialogue ? On peut être pape, on n'en est pas moins homme...

Des sanctions sont déjà tombées : au Nicaragua, Fernando Cardenal, jésuite et ministre de l'Education (un spécialiste) à Managua, est exclu de la Compagnie de Jésus ; son frère Ernesto, père trappiste, ministre

de la Culture et homme de confiance de Daniel Ortega, numéro un du régime sandiniste, n'en a plus que pour quelques jours. A la trappe ! (On peut le dire.)

En Pologne, Glemp, qui s'est trop compromis avec Jaruzelski, n'a plus les faveurs vaticanes. C'est Jaworski, évêque de Wloszczowa, plus radical dans sa lutte contre le pouvoir, qui est le nouveau poulain de Wojtyła.

Mais l'action la plus bassement politique, dans tout cela, c'est la lutte menée par le pape pour contrôler les moyens d'information au Vatican.

Le nouveau porte-parole, nommé le mois dernier, est Joaquín Navarro-Walls, laïque « célibataire et sportif », correspondant à Rome du quotidien espagnol très conservateur *A.B.C.*... et membre de l'Opus Dei, la garde pure et dure (2). C'est un signe des temps. La direction de *L'Avenir*, le plus grand

journal populaire catholique italien, est confiée à un autre laïc, membre du groupe « Communion et Libération »... associée à l'Opus Dei. Restent deux organes clés pour lesquels se disputent montiniens et Wojtyła : la radio vaticane (actuellement entre les mains des jésuites) et le très officiel *Osservatore romano*, l'organe de la chrétienté, mais le fief des montiniens... A la tête des « progressistes », face au pape, le jésuite Bartoloméo Sorge, directeur de la revue *Civiltà cattolica*.

Peut-être savez-vous aussi que, dans sa paranoïa galopante, Jean-Paul II a fait bâtir dans l'abri anti-atomique du Vatican (pas pour les pauvres Romains, pour ceux du Vatican...) un centre de transmissions souterrain, directement branché sur... Dieu ? Le paradis ? Vous n'y êtes pas. Sur la Maison-Blanche, à Washington ! L'évacuation vers les Etats-Unis des

dossiers les plus « sensibles » des archives vaticanes est également prévue. Pour le cas où...

Voyez l'ambiance ! La guerre au palais, une politique des plus politicienne, les ouailles et ministres du culte qui se raréfient, les scandales financiers du Banco Ambrosio, la banque vaticane... Des odeurs fétides de décadence. A nous de savoir l'accélérer. Terminons sur une note d'humour, rapportant une réflexion, elle au premier degré, d'Ernesto Cardenal, le trappiste sur la sellette : « Si Jésus était vivant aujourd'hui, il ne franchirait pas le seuil du Vatican, il serait aussitôt arrêté par les gardes suisses. » Au nom de la raison d'Etat, sans doute ?

G. Teflon

(1) Cette information est presque un « scoop », tant les médias furent pudiques à cet égard...

(2) Rappelons que voici deux ans, l'Opus Dei fut érigée en « prélatrice personnelle » par Jean-Paul II.

en bref...en bref.

• Le Centre de documentation Max-Nettiau informe les lecteurs du M.L. que Claude Guillon parlera du livre : « Suicide, mode d'emploi » le vendredi 11 janvier, 15, rue Gracieuse, Paris (métro Monge), à partir de 20 h 30.

• Dans le cadre de l'exposition des peintres Salévor et Pierre Duclou, soirée poésie et chanson avec Elsa Correau (chanteuse). Pour la partie poésie : M.-J. Noé, Daniel Lamin et Jean Coudret. Le samedi 12 janvier, au C.A.E.L., à 20 h, rue des Villa-des-Prés, Sevran (Seine-Saint-Denis). Prix des places : 40 F, et 30 F pour les porteurs de la carte de Radio-Libertaire. Réservations et renseignements au 383.50.17.

• Nous apprenons que *Paroles et musique*, mensuel de la chanson, connaît aujourd'hui de graves difficultés liées à leur distribution par les N.M.P.P. (leurs problèmes feront l'objet d'un article dans le prochain M.L.). Pour tous contacts : *Paroles et musique*, Herville, 28270 Brezollles (tél. : (16) 37.43.61.33.).

« OTAGES » SUITE ET (HÉLAS) PAS FIN

YVES Deschamps et Thierry Destriez, les deux collaborateurs du journal « Otages » ne sont pas sortis de l'auberge !

Inculpés de « recel de malfaiteurs » et de « détention d'armes », ils auraient du sortir de prison après que le juge d'instruction ait ordonné leur mise en liberté, mais le Parquet a fait appel (voir deux derniers M.L.).

La chambre d'accusation de Douai vient à son tour d'estimer que leur libération pourrait constituer un « trouble de l'ordre public »... La paranoïa continue donc ! Ça va durer encore combien de temps ? Liberté immédiate pour Yves et Thierry !

Gil

F.N.A.C. : VERS LE DÉBLOCAGE ?

DEPUIS le 17 novembre 1984, des mouvements de grève se sont développés dans divers établissements de la F.N.A.C. (notamment Forum, Etoile, Montparnasse et Massy). Comme l'ont rappelé les organisations syndicales lors d'une conférence de presse, qui s'est tenue le 5 décembre, cette lutte, qui a débuté lors des négociations sur les salaires, s'inscrit parfaitement dans la lignée du conflit de 1982 à propos de l'indexation salariale. A l'issue de 5 jours de grève, un protocole d'accord avait été signé, garantissant le maintien du pouvoir d'achat des salariés (entre autres, l'accord faisait intervenir la référence à un « cocktail » d'indices : I.N.S.E.E., C.G.T., F.O., et U.N.A.F. pour les bas salaires ; des clauses de sauvegarde et de réajustement).

Le conflit en 1984

En octobre 84, dès l'ouverture des négociations sur les salaires, il apparaissait clairement que la direction générale n'avait nullement l'intention de s'engager sur un accord conventionnel de l'entreprise, tant d'ailleurs sur le principe que sur les chiffres (alors que l'accord signé en 1982 et qualifié d'« exemplaire » à l'époque avait été reconduit en 1983). Après trois réunions avec la direction n'ayant abouti à rien, celle-ci s'est alors fait un principe de ne plus rien négocier au delà du 17 novembre 1984.

Il est vrai que la remise en cause de cet accord correspond en fait au premier volet d'une nouvelle politique plus générale de la direction, essentiellement axée sur les propositions du C.N.P.F. et allant,

dans un second temps, vers l'annualisation du temps de travail. Solution bien pratique qui permet de diminuer l'embauche d'« extras », le personnel assumant alors des semaines allant de 45 h à 20 h, en fonction des variations saisonnières.

Face au refus de négocier de la direction et devant les dangers d'une telle politique, des débrayages ont eu lieu dès le 17 novembre, allant dans un premier temps de une heure et demie à deux heures sur l'ensemble de la F.N.A.C. ; la mobilisation représentant en moyenne 60% du personnel.

La répression

Lors d'une assemblée générale, le 17 novembre, au magasin Montparnasse, la majorité du personnel vote un premier débrayage d'une demi-heure (le magasin restant fermé pendant ce temps). Dix minutes plus tard, l'arrivée d'un huissier entraîne aussitôt des sanctions disciplinaires pour sept délégués. C'est ainsi que, depuis le 23 novembre, les A.G. se déroulent toujours en présence d'huissiers.

Le 30 novembre, les magasins Etoile et Forum votent une grève en A.G. pour la journée : le soir même, 22 délégués reçoivent une assignation en référé pour le lendemain 10 h, en raison d'un préjudice imminent qui aurait lieu le lendemain. La grève décidée ne concernait en fait que le vendredi et ne laissait en rien présager d'une tentative de blocage des portes pour le samedi. C'est ainsi que les 22 délégués se vront condamnés à une astreinte de 10 000 F par jour pour « tous actes d'occupation ou d'obstruction à l'accès du personnel et du public dans les magasins ».

Le déblocage

Au terme de plusieurs jours de mobilisation du personnel, la direction de la F.N.A.C. est tout de même revenue sur sa position initiale, avec entre autres la promesse d'un « coup de pouce » supplémentaire pour les bas salaires — dont les modalités seront négociées dans la seconde quinzaine de janvier —, et la distinction entre augmentations générales et individuelles.

A l'origine, la direction voulait inclure les augmentations individuelles (augmentations « à la tête du client ») dans l'accord à négocier. De plus, la levée des sanctions internes et des poursuites judiciaires a été obtenue.

Quoi qu'il en soit, le personnel de la F.N.A.C. doit rester mobilisé car, s'il est vrai que la direction a cédé un peu de terrain, il n'en reste pas moins que seul un rapport de force pourra l'obliger à respecter ses engagements de négociation en janvier 1985.

Liliane



KRASUCKI SUR LES BARRICADES ?

RIEN ne semble plus aller dans la maison depuis que la Confédération générale du travail a quitté son immeuble de la rue La Fayette et les bords du canal Saint-Martin pour la banlieue de Montreuil et les émanations du boulevard périphérique. Il a déjà été beaucoup écrit sur les problèmes de l'édification du nouvel édifice confédéral... La décision — il y a six ans — du déménagement ayant été prise à huis-clos sans que le minimum requis soit au courant de l'affaire. Des mauvaises langues affirmèrent même que l'ordre serait venu de sphères non syndicales !

La suite on la connaît : la C.G.T. dont le budget est déjà court, traîne un nouveau boulet financier... Pourquoi aujourd'hui reparler de cette affaire ? Tout simplement à l'occasion d'un dernier *Canard enchaîné* où un article cause des finances de la C.G.T. et de l'attitude de la centrale face au gouvernement. Fabius aurait dit : « Krasucki ne pourra pas aller très loin. Il sait que nous savons dans quelles difficultés financières se

débat la C.G.T. » La C.G.T. aurait emprunté en 1982 soixante-quinze millions de francs. Les adhérents et leurs cotisations ne se pressant pas au portillon, la centrale de Montreuil a de gros problèmes de caisse. Une des solutions de Fabius et de son équipe pourrait, par le truchement d'un groupe de banques nationalisées, faire économiser 37 millions de francs aux finances confédérales. A l'heure où Krasucki ressonne du tocsin contre la politique gouvernementale, il est obligé de tendre la main à Matignon... dur !

C.G.T. et médias

L'image que la Confédération générale du travail entend apporter au public est celle d'une organisation qui se bat pour la feuille de paye et qui, s'il le faut, frappe dur. Face aux prétentions du C.N.P.F., à la liquidation de Creusot-Loire, Henri Krasucki appelle à la mobilisation. « Battez-vous comme des lions ! », titrait même *l'Humanité*. Dans une interview au *Figaro* (17 décembre), le secrétaire général de la C.G.T. a même

parlé de grève générale pour le mois de janvier. Seul contre tous, patronat, gouvernement et autres syndicats, tel a voulu apparaître le responsable suprême de la C.G.T.

« Henri Krasucki : une grève générale, pourquoi pas ? », le titre donnait le ton. La C.G.T. interviewée par « le » quotidien de Robert Hersant, ce n'est pas nouveau. L'année dernière, tous les dirigeants syndicaux y étaient passés, de la C.F.D.T. à F.O. en passant par la C.F.T.C. et la partie patronale, le C.N.P.F. Krasucki estime « qu'il est naturel que ses lecteurs (du *Figaro*) quelles que soient leurs idées sachent ce que pense la C.G.T. C'est un des éléments de leur information. On peut diverger, on peut aussi se combattre fermement dans la vie publique, sans pour autant que ce soit la guerre ».

Dont acte ! Krasu pense qu'il sera plus lu en accordant une interview à un journal de droite qu'à ce qu'il est convenu d'appeler la presse de gauche ! Dans la page où les questions des journalistes le pressent de dénoncer le gouvernement socialiste, Krasucki s'en sort en ciblant son tir

sur le C.N.P.F. Rien de très nouveau dans le discours confédéral depuis mai 1981.

« Nous sommes un syndicat, notre rôle est de défendre les intérêts des travailleurs, quel que soit le gouvernement. Nous nous déterminerons en fonction de ce qui se passe. » Dans cette déclaration krasuckienne, toute l'ambiguïté du syndicalisme actuel. Taxés de « gauche », les syndicats n'ont pas leur propre programme qu'ils tentent de faire appliquer contre vents et marée. Ils « défendent » le minimum et face à un gouvernement de gauche pratiquent de manière intensive la valse hésitation...

C.G.T. éternelle ?

Henri Krasucki aura beau, au nom de la C.G.T., accorder des interviews-fleuves, brandir la menace de la grève générale, il sait qu'il brandit un sabre de bois. La C.G.T., « telle qu'elle se définit dans les textes », a bien du mal à se dépêtrer du marécage gouvernemental. C'est Krasucki lui-même qui le dit : « Nous sommes en régime capi-

taliste. La classe dirigeante est celle qui détient la richesse, la puissance économique et domine l'Etat. » Alors, Riton, pourquoi soutenir ceux qui veulent conquérir le pouvoir d'Etat et ensuite avoir les mains liées ?

Il y a cent ans naissait le syndicalisme, voulant opposer un monde nouveau face au patronat et à l'Etat. En 1908, le journal *Le Temps*, proche des maîtres des Forges, pouvait écrire : « Le comité confédéral de la C.G.T. n'est pas un instrument de conquêtes corporatives, c'est un comité purement insurrectionnel. Qu'on le traite comme tel ». Le ton a changé !

Aujourd'hui, le C.N.P.F. présente sa note et les syndicats dans un sursaut de dignité refusent de signer. Pour combien de temps ? Krasucki, Maire et Bergeron agissent chacun selon des intérêts qui n'ont plus rien à voir avec le syndicalisme. L'avenir est-il aux syndicats ou à une autre forme d'organisation ouvrière ? L'avenir le dira... Pour l'instant, faisons à la base l'unité intersyndicale sans laisser à d'autres le soin de coordination politique.

J.-P. Germain

9 JANVIER 1985

PROCÈS DE PATRICK AGUIAR

CELA fait trois mois et demi que Patrick Aguiar, libertaire convaincu, est incarcéré à la prison de Fresnes pour insoumission au service militaire. Arrêté le 7 septembre 1984 à Paris sur un contrôle de routine, il avait été inculpé le 20 septembre par le juge d'instruction Beauguitte et immédiatement placé sous écrou.

Patrick vient tout juste d'apprendre la date de son procès : il comparaitra le 9 janvier prochain à 13 h 30 devant la 10^e chambre correctionnelle du Palais de justice de Paris. Il est passible de deux ans de prison ferme.

La semaine dernière, dans les colonnes du *Monde libertaire*, je me faisais l'écho de l'appel du comité de soutien à Patrick. Je renouvelle ici même cet appel, d'une façon plus pressante encore. Nous n'avons plus que quelques jours pour rassembler les témoignages de soutien, plus que quelques jours pour faire connaître la date du procès de Patrick, plus que quelques jours pour montrer aux militaires et aux juges que Patrick n'est pas tout seul, plus que quelques jours

enfin pour gagner le combat contre les empêcheurs de vivre libres.

Patrick vient de nous faire parvenir de sa cellule de Fresnes, la déclaration qu'il compte lire devant le tribunal le 9 janvier. Et il ajoute : « Cela me fait du bien de savoir que vous êtes tous là, dehors, et votre solidarité me va droit au cœur. »

Le 9 janvier prochain, à 13 h 30, un libertaire risquera deux ans de prison pour n'avoir pas vou-

lu marcher au pas. Nous nous devons d'être à ses côtés face à ceux dont le seul désir est de mettre en cage les réfractaires (1).

Pierre Martial

(1) Une émission spéciale de « Si vis pacem » sur Radio-Libertaire sera consacrée le 3 janvier, de 18 h à 19 h, à l'affaire Patrick Aguiar. Pierre Martial y fera le point sur la campagne de solidarité à Patrick. D'autre part, au cours de l'émission « Allons z'enfants, etc. », mercredi 9 janvier, de 16 h à 17 h, un compte rendu du procès sera effectué.

PATRICK AGUIAR SOUTIEN MODE D'EMPLOI

• Ecrivez-lui. Absolument. Prenez cinq minutes, un petit bout de papier ou une carte postale, un stylo et écrivez-lui. Patrick va passer les fêtes en prison et il faut qu'il sache que nous sommes nombreux à l'extérieur à penser à lui.

Patrick Aguiar, matricule 738 387, 3^e division
cellule 432, M.A. de Fresnes
1, avenue de la Division-Leclerc
94261 Fresnes cedex

• Le jour du procès, un dossier des soutiens sera remis au Président du tribunal. Envoyez d'urgence aux éditions Avis de Recherche des messages de solidarité (individuels ou de groupe) afin que nous puissions les indexer à ce dossier. Editions Avis de Recherche : B.P. 53, 75861 Paris cedex 18.

DÉCLARATION DE PATRICK AU TRIBUNAL

JE considère l'insoumission totale comme une lutte d'opposition à l'armée, à l'Etat, aux nationalismes, aux inégalités économiques et sociales, à tout ce qui empêche la paix de s'établir de par le monde, à tout ce qui fait que des gens meurent de faim, à tout ce qui interdit à chaque être humain de chercher son bonheur sur cette terre.

Je refuse de servir toutes les armées qui sont des forces de destruction. Je refuse le service militaire qui prépare à la guerre, apprend à tuer et à obéir aveuglément. Je suis pour la suppression des armées et des armes.

Je refuse de servir l'Etat qui contrôle l'armée pour le bien-être de ses intérêts — quand ce n'est pas l'inverse. Je refuse donc d'effectuer un service civil d'une durée double, qui me punira pour mes convictions antimilitaristes, et dont l'existence est liée à l'existence de la corvée militaire.

Ma vie m'appartient et je revendique la liberté de penser et d'agir selon mes idées.

Je suis pour une société anarchiste s'opposant à toute forme de pouvoir et basée sur la paix et la liberté.

L'insoumission totale, même si elle doit passer par la prison, est le ferme refus d'un être libre de participer à certaines pratiques d'une société avec laquelle il est en désaccord. Action individuelle difficile aujourd'hui, l'insoumission gagnera demain quand les hommes n'auront plus peur et décideront de leur destin. Elle est l'étincelle.

Patrick Aguiar

COMMUNIQUÉ

A la suite d'un contrôle d'identité, Patrick Aguiar, militant antimilitariste a été arrêté le 7 septembre 84. Il est inculpé d'insoumission et de refus d'obéissance et est incarcéré à la prison de Fresnes.

Il comparaitra le 9 janvier 1984, à 13 h 30, à la

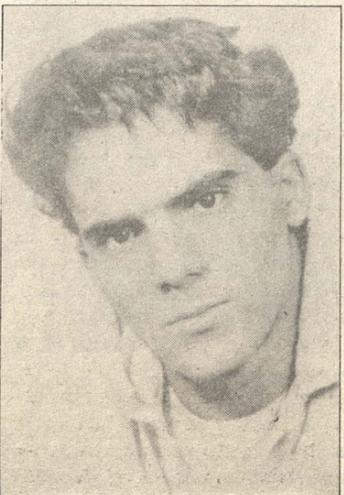
10^e chambre correctionnelle de Paris ; il risque deux ans de prison ferme.

La Fédération anarchiste l'assure de son soutien et appelle ses militants à venir nombreux le jour de son procès.

Fédération anarchiste

TOUMI DJAÏDJA LIBRE

QUAND, lors des préparatifs de « Convergence 84 », la nouvelle de la condamnation à 15 mois de prison de Toumi Djaïdja, connu en 83 pendant la « Marche contre le racisme », l'émotion était à son comble. Alors que dans toute la France, de multiples forces se rassemblaient pour faire échec au racisme, celui-ci était triomphant juridiquement. Toumi, président de S.O.S.-Minguettes, était devenu une sorte de symbole. Le frapper, c'était frapper tout le mouvement des beurs.



Toumi Djaïdja.

C'est pourquoi, durant toutes les manifestations de « Convergence 84 » comme le 1^{er} décembre à Paris, le mot d'ordre « Libérez Toumi ! » était lancé et repris par des milliers de bouches solidaires.

Voulant peut-être par ce geste redorer le blason gouvernemental, François Mitterrand a accordé sa grâce présidentielle. Le jour de Noël, Toumi Djaïdja a quitté la prison Saint-Paul de Lyon. Symbole et bouc-émissaire, Toumi avait été chargé par les magistrats de la cour d'appel de Lyon. « A cause de ces juges partisans, tout ce que j'ai entrepris aux Minguettes a été remis en question. »

Continuant à nier toute participation au hold-up de Saint-Etienne, dont on l'accuse, Toumi avait vu se confirmer le verdict du tribunal correctionnel et aggraver la peine demandée. « Du grand banditisme », avait été un des termes employés par les magistrats !

Cette grâce présidentielle soulève déjà des tollés dans les rangs de la droite et de l'extrême droite. Ce n'est pourtant qu'une goutte dans ce que devrait être un grand élan contre le racisme en France.

A.P.

UNION CARBIDE BÉZIERS MORBIDE

ABhopal, des milliers de personnes ont été victimes de l'isocyanate de méthyl (M.I.C.), qui est utilisé dans la fabrication de pesticide. De par le monde, il y a peu d'unités de production qui utilisent le M.I.C. Il en existe une en France, à Béziers, la Littorale, filiale de la société américaine Union Carbide. Aussitôt tous les yeux se sont tournés vers « cette bombe sur laquelle vivent les Biterrois. »

L'USINE de Béziers ne produit pas le M.I.C., il arrive des Etats-Unis via le port de Fos, avant d'être transporté par route jusqu'à Béziers où, associé à l'aldicarbe, il est transformé en temile. Ce produit est un insecticide très recherché pour le traitement des betteraves, car non seulement il élimine les parasites, mais de plus active la pousse de ces légumes. C'est 50 000 litres de produit qui sont ainsi stockés en fûts de 180 litres, à quelques centaines de mètres d'une Z.U.P. de 20 000 habitants. Il y a de quoi être inquiet quand on connaît l'effet de ce gaz sur le corps humain.

Une vigoureuse campagne a aussitôt été lancée par les associations écologistes locales et par le très réactionnaire quotidien *Midi libre*, qui verra dans l'arrêt des livraisons du M.I.C. sa propre victoire. De la droite à la gauche, tout le monde est tombé d'accord pour insister sur les dangers encourus par la population. Cantonales obligent ! On a même eu droit à la visite de notre « ministre » de l'Environnement, Huguette Bouchardeau. Au cours de la réunion de travail qui a suivi la visite de l'usine, chacun a pu exprimer son point de vue. D'un côté, les écolos demandent l'arrêt des livraisons et de la production, ainsi que la reconversion de l'usine pour sauvegarder l'emploi. Cela leur semble pos-

sible car Union Carbide est un groupe aux activités multiples. La droite, quant à elle, par l'intermédiaire de ses élus, s'en tient à un discours démagogue sans réelles perspectives.

De son côté, l'intersyndicale tient avant tout à préserver l'emploi. Elle insiste sur le fait que la sécurité dépend de la lutte des travailleurs. Déjà en 1977, après que plusieurs incidents se furent produits lors de la manipulation du M.I.C., une longue grève avait permis d'imposer à Union Carbide et aux pouvoirs publics des mesures de sécurité plus draconiennes. Les travailleurs de La Littorale, qui sont aussi les habitants de la Z.U.P., se déclarent pour la poursuite de la production avec une amélioration notable des normes de sécurité : nouveaux détecteurs et système d'alarme plus

performants, renforcement des mesures de sécurité lors du transport routier, tests en grandeur nature sur l'efficacité du système de protection. Quant à la reconversion, mot contenant une charge émotionnelle négative, elle leur semble impossible et dangereuse. Union Carbide pourrait profiter de ces problèmes pour quitter le Biterrois, surtout qu'actuellement elle recentre son activité sur les Etats-Unis et que la fabrication du Temik lui fournit les plus substantiels profits. Plus de Temik, plus de raison de rester. Et, c'est 400 personnes qui n'ont plus qu'à aller pointer à l'A.N.P.E.

Huguette Bouchardeau, attendant que les commissions d'enquête fournissent leur rapport sur la catastrophe de Bhopal et sur les dangers du M.I.C., a donné provisoirement raison aux écolos en refoulant le dernier chargement de M.I.C. vers les Etats-Unis. La Littorale peut continuer un peu plus d'un mois sur ses stocks. Affaire à suivre donc...

Gr. de Béziers



Une victime d'Union Carbide à Bhopal.

VERS LE 18 BRUMAIRE DE JEAN-MARIE LE PEN ?

L'histoire ne se répète jamais. C'est certain. Mais que faut-il entendre par là ? Assurément, qu'une suite identique d'événements ne se produit jamais deux fois, qu'au fur et à mesure que le temps s'écoule, ce sont des situations toujours nouvelles et toujours uniques de par leur contenu réel et concret qui apparaissent et se succèdent, que les circonstances changent sans cesse, que tout est toujours différent de ce que l'on a déjà connu. Aussi est-ce un exercice dangereux que de s'essayer à imaginer ce que sera l'avenir, et surtout l'avenir proche.

Cela semble paradoxal, mais il semble que le risque de se tromper soit moins grand quand

Selon une information diffusée discrètement par une radio périphérique, le monde aurait été récemment à deux doigts d'une Troisième Guerre mondiale à cause d'une provocation dont la marine américaine se serait rendu coupable aux abords des eaux territoriales soviétiques, dans la zone où s'est abîmé, il y a quelques mois, l'avion de ligne sud-coréen abattu par l'aviation soviétique. Croit-on que les élections prévues auraient lieu si la guerre mondiale éclatait ? Et si l'on apprenait soudain que les principaux pays du tiers monde se sont mis d'accord pour refuser de payer désormais les intérêts de leur dette, comme Yves Montand, lors de sa fameuse émission télévisée sur la

socialistes aux élections législatives du mois de juin suivant. Dans un cas comme dans l'autre, le changement de gouvernement, intervenant au milieu d'une crise économique, suscita dans le peuple un immense espoir de réformes qui seraient faites dans la ligne de la liberté et dans celle de la justice sociale.

Dans les deux cas, de timides essais furent faits sous ce rapport par les nouveaux gouvernants, mais bien vite ces velléités « idéalistes » cédèrent le pas à un désir de « réalisme » commandé par un attachement indéfectible à l'ordre économique et social établi. Les réformistes les plus radicaux furent vite écartés par les plus modérés. Ceux-ci pratiquèrent ensuite une politique de demi-mesures qui ne pouvaient satisfaire les travailleurs et cependant mécontentaient gravement les possédants : ce fut la création des Ateliers nationaux en 1848, ce furent les nationalisations, l'augmentation des prestations sociales et du salaire minimum en 1981.

Dans les deux cas, les nouveaux gouvernants commirent l'erreur grave d'augmenter inconsidérément les impôts. Il en résulta bientôt un fort mécontentement populaire, à la mesure de la déception éprouvée. Ce mécontentement profita largement aux partis franchement conservateurs, qui formèrent un front unique. Sous la Seconde République, les Orléanistes, les légitimistes et les catholiques constituèrent ensemble le parti de l'ordre. Sous le gouvernement de l'union de la gauche, les giscardiens, les barristes et les chiraquiens s'unirent dans l'opposition.

Louis-Napoléon Bonaparte

Et de même qu'en 1849, le parti de l'ordre oublieux des services rendus à la cause conservatrice par les républicains du *National* — ainsi désignés par allusion au titre de leur journal —, les attaquaient avec autant de haine et de violence que les démocrates-socialistes, de même les socialistes d'aujourd'hui, depuis leur arrivée au pouvoir, sont l'objet d'attaques violentes et haineuses de la part de l'opposition, surtout depuis qu'ils ont renoncé aux réformes pour adopter le conservatisme modéré par préoccupations sociales qu'elle-même avait pratiquée avant 1981. Pourtant, sous la Seconde République tout comme aujourd'hui sous le gouvernement de l'union de la gauche, les frères ennemis du conservatisme partageaient à quelques nuances près les mêmes conceptions politiques fondamentales.

A cet égard, la différence existant aujourd'hui entre les socialistes et l'opposition, à propos de la question relativement secondaire du mode de scrutin, est à peine perceptible. Celle qui se manifestait entre les républicains du *National*, hostiles par définition au système dynastique et partisans

du suffrage universel, et les membres du parti de l'ordre, favorables à une royauté tempérée par un régime parlementaire ou au moins représentatif et tenant pour le suffrage censitaire, était autrement plus importante. Mais au-delà de ces préférences particulières, hier sous la Seconde République comme aujourd'hui sous le gouvernement socialiste, les conservateurs radicaux appartenaient bien à la même famille politique que leurs rivaux, celle du libéralisme. Or, sous la Seconde République, l'aveuglement du parti de l'ordre ne fut pas sans conséquences graves.

Un nouveau venu dans l'arène politique, en effet, Louis-Napoléon Bonaparte, qui n'était même pas chef de parti en février 1848, réussit très rapidement, à la faveur des événements, à susciter la formation d'un courant populaire qui le porta, en décembre de la même année, à la présidence de la République, qui ne cessa ensuite de se renforcer et grâce auquel il put mener à bien le coup d'Etat qu'il organisa en décembre 1851. Ce 18 brumaire de Louis Bonaparte, comme l'appela Karl Marx, inaugura neuf ans de pouvoir personnel absolu.

Du groupuscule au parti

Aujourd'hui également, on l'a remarqué, un nouveau venu s'est introduit sur le devant de la scène, profitant ainsi pleinement de l'état d'esprit créé dans l'opinion populaire par les outrances de langage dont les conservateurs radicaux de l'opposition n'ont cessé d'user dans la lutte qu'ils mènent contre leurs frères ennemis, les conservateurs modérés du Parti socialiste. Il s'agit, on l'a deviné, de Jean-Marie Le Pen.

Est-il nécessaire de rappeler qu'en mai 1981 celui-ci ne dirigeait encore qu'un groupuscule ? A présent, en cette fin de l'année 1984, il est le chef d'un parti en pleine croissance, avec lequel l'opposition doit compter. Comme cette dernière ne semble nullement avoir atteint le paroxysme de sa violence dans les attaques qu'elle dirige sans cesse contre les socialistes, tout nous porte à croire que le Front national, dont les thèmes et le ton sont ainsi largement justifiés par les

« messieurs du côté droit de l'hémicycle », va croître encore et encore jusqu'aux élections législatives de 1986.

Si l'éventualité d'un coup d'Etat nous apparaît pour l'instant infiniment peu probable, il y a en revanche une forte probabilité de l'entrée en nombre des nationalistes à l'Assemblée nationale. Du même coup, la candidature de Le Pen à la présidence de la République, en 1988 ou avant, présentera un tout autre caractère que les fois précédentes. Jusqu'ici, ce ne fut toujours qu'une occasion de donner à la propagande nationaliste un retentissement national. Mais dans l'hypothèse où le nouveau prétendant au rôle de César populaire aurait réussi à drainer un courant important, la question qui se poserait sérieusement serait alors celle de savoir si les droits politiques ne risqueraient pas de subir une réduction brutale et considérable.

De même que son devancier Louis-Napoléon Bonaparte avait su habilement sous la Seconde République faire croître son parti à l'ombre du parti de l'ordre, s'associer à lui dans sa lutte contre la subversion sociale, alors représentée par les républicains avancés de la Montagne et les socialistes, jusqu'au jour où il se sentit assez fort pour éliminer ses alliés de la veille tout en écrasant les démocrates socialistes, Jean-Marie Le Pen se contente pour l'instant de multiplier les paroles d'apaisement à l'adresse de l'opposition et de concentrer ses attaques contre les socialistes au pouvoir, les communistes — dont le reflux historique se poursuit —, les gauchistes et, à l'occasion, contre les « chevelus », c'est-à-dire les militants des courants et groupements autogestionnaires, autonomes, alternatifs ou libertaires qui incarnent aujourd'hui la véritable subversion sociale. Mais qu'en sera-t-il demain, s'il réussit à se faire élire président de la République ? N'oublions pas qu'une dictature au sens strict n'est plus nécessaire en France à qui possède la volonté et le moyen politique d'exercer le pouvoir personnel, depuis qu'il existe une Constitution qui en offre les possibilités légales.

Gilles Gauvain



« Louis-Napoléon » Le Pen ?

on s'efforce de déceler l'orientation des grandes évolutions historiques que lorsqu'on cherche à deviner ce qui va se produire bientôt. C'est parce qu'il faut, dans le premier cas, que l'on s'abstraie du tourbillon de la politique quotidienne et que l'on cherche dans les hauteurs le calme nécessaire pour pouvoir distinguer les lignes directrices du mouvement historique, alors que dans le second, l'observation a lieu à ras de terre et elle est constamment gênée et faussée par une multiplicité d'obstacles surgissant inopinément et limitant étroitement la portée du regard. Jamais, en effet, l'enchaînement des faits dont le souvenir constituera plus tard l'histoire d'une époque, ne contient la moindre parcelle de fatalité. Il n'y a jamais une seule solution possible à une situation déterminée. En outre, il est fréquent qu'un événement fortuit fasse prendre au cours des choses telle direction plutôt que telle autre.

Présentement, par exemple, tout nous porte à croire que des élections législatives auront lieu dans dix-huit mois et qu'à cette occasion l'opposition redeviendra la majorité. Mais ce n'est qu'une probabilité. Dix-huit mois, cela fait presque une éternité quand on songe qu'il se produit chaque jour dans le monde une multitude d'événements fortuits, dont beaucoup, certes, sont sans conséquence pour nous, mais dont certains nous touchent directement ou indirectement, et qu'il pourrait en arriver un qui bouleversât d'un coup toutes nos prévisions.

crise, en avait émis l'hypothèse, pense-t-on que les conséquences financières et économiques qui en résulteraient ne changeraient en rien l'orientation actuelle de l'électorat français ?

La Seconde République

Pourtant, en dépit de toutes ces raisons qui interdisent qu'on prévoit avec trop d'assurance la suite des événements, on ne peut s'empêcher, parfois, d'être frappé par de curieuses rencontres historiques. Il ne s'agit alors, bien entendu, que d'une similitude de forme, non de contenu, mais elle incite à se demander s'il ne serait pas possible qu'il existât dans l'histoire, indépendamment des causes fortuites susceptibles d'en rompre à tout instant l'enchaînement, une certaine logique formelle des événements.

Ainsi, sous réserve d'observer les choses sous l'angle qui convient, on peut déceler l'existence d'une rencontre historique entre la forme des principaux événements qui ont marqué l'histoire de la Seconde République et celle de l'évolution que connaît sous nos yeux le gouvernement de l'union de la gauche dans le cadre constitutionnel de la Cinquième République. Dans les deux cas il y eut d'abord l'arrivée au pouvoir, d'une manière assez inattendue, de la gauche réformatrice modérée. Là, ce fut par la révolution parisienne de février 1848, ici par l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République en mai 1981 et le triomphe des



« Le parti de l'ordre », marche-pied de J.-M. Le Pen.

Nous publions cette semaine le témoignage d'un camarade libertaire, Daniel Guerrier, sur la question de la solidarité avec le peuple kanak
La rédaction

APPEL AUX LIBERTAIRES ET ANTI-AUTORITAIRES

SOLIDARITÉ AVEC LA LUTTE DU PEUPLE KANAK

« Un peuple n'a que ce qu'il mérite et il n'obtient que ce pour quoi il se bat »
(Sous-titre de l'*Avenir calédonien*, journal de l'Union calédonienne.)

Une situation coloniale

Depuis 131 ans, les Kanaks, sédentaires et agriculteurs, sont dépossédés de leurs terres, relégués dans des réserves situées dans les parties les moins fertiles de la Grande Terre ou dans les Iles de la Loyauté ; celles-ci représentent 20% de la surface totale du territoire alors que la même surface en terres fertiles est occupée par 2 300 familles non kanaks.

Les Kanaks ont toujours été soumis à des tentatives ouvertes d'extermination, dès la prise de possession et plus encore lors des grandes insurrections kanakes :

- 1878 avec l'unification des tribus par le grand chef Atai (dont la tête coupée par les colonisateurs dans leur grande mission civilisatrice a longtemps été exposée au Musée d'Outre-Mer) ;
- 1917, sous la direction du Chef Noel.

Puis une ségrégation inouïe, digne de l'apartheid, s'est mise en place et perdure, « grâce » en partie à tous les anciens d'Indochine et d'Algérie qui sont venus se « réfugier » sur le « caillou » pour continuer à vivre un colonialisme archaïque, suranné, du type « *Autant en emporte le vent* » (où les Kanaks ont été régis par un code de l'indigénat jusqu'en 1946, et n'ont été reconnus citoyens qu'en 1952).

La civilisation kanake

Du fait des massacres — environ 10 000 morts —, des épidémies, des cantonnements obligatoires, la population kanake chûta de 100 000 personnes au début du siècle dernier à 20 000 un siècle plus tard. Et si la population kanake est depuis en expansion, il n'empêche que l'on a assisté à un véritable génocide physique qui continue par un génocide culturel et moral. La société kanake est à l'origine une société sans classes, les rapports de production et ceux entre les hommes sont liés à une philosophie qui exclue toute forme de domination et d'oppression.

Les règles communautaires, qui ne nient pas l'individu comme l'ont souvent cru les anthropologues, sont fonction des besoins de chacun ; la propriété privée de la terre y est une notion inconnue ; le système de « chefferie » y est original et les premiers blancs étaient incapables de reconnaître qui était le « chef » (traduction d'ailleurs inexact du terme mélanésien), véritable porte-parole désigné par l'ensemble de la communauté, ce qui les a obligés à inventer des « petits chefs » fantoches.

Nidoish Hnaiseline disait en 1969 : « *La société kanake est une société sans prison, sans asile, sans orphelinat* ». Les valeurs humaines fondamentales des Kanaks sont le partage, la solidarité, la fraternité, l'hospitalité. Si des aspects semi-féodaux existent effectivement aujourd'hui, ils ont été introduits par le colonialisme, l'économie marchande et les missionnaires. Cette civilisation est loin d'être morte et tous ceux qui ont séjourné en Nouvelle-Calédonie savent bien à quel point nos amis kanaks ont cette faculté étonnante de vivre sur des plans séparés les deux modes de vie, les deux civilisations, mais au prix d'une lutte incessante contre le génocide culturel.

La situation démographique actuelle et ses conséquences

Au 1^{er} janvier 1983, le recensement aboutissait aux résultats suivants : 145 000 habitants composés de 60 000 Kanaks (42,6%), 54 000 Européens (37%, Caldoches et Métropolitains), 12 200 Wallisiens, 5 600 Tahitiens et 11 900 autres (dont Indonésiens, Vietnamiens, etc.). Pour expliquer cette situation, il convient de rappeler que dans les années 60-70, à l'époque du grand boom sur le nickel (dont la Nouvelle-Calédonie est le deuxième producteur mondial) et où donc les gouvernements s'aperçurent de l'intérêt économique du « caillou », une politique systématique d'importation de blancs — qui pouvaient d'ailleurs être des Antillais ! — a été mise en place.

Le gouverneur affirmait : « Il faut faire du blanc ! ». Pierre Mesmer, ministre des D.O.M.-T.O.M. en 1971, déclarait dans une circulaire officielle : « A long ter-

me, la revendication nationaliste autochtone ne sera évitée que si les communautés non originaires du Pacifique représentent une masse démographique majoritaire... Créons les conditions pour que dans vingt ans la Nouvelle-Calédonie soit un petit territoire prospère comparable au Luxembourg ! ». Etablir un régime d'apartheid, tel était l'objectif !

La légitimité du peuple kanak

Dans ce contexte colonial, où seul le peuple kanak est le peuple colonisé en Nouvelle-Calédonie (auquel s'ajoutent les travailleurs exploités de Wallis, de Polynésie, etc.), qui peut prétendre à la décolonisation ? Que signifierait la décolonisation de la communauté caldoche (habitants européens de longue date, descendants des déportés, des bagnards et des cadres administratifs) ? C'est pourquoi les camarades kanaks revendiquent au seul peuple kanak la légitimité de se prononcer sur l'indépendance, la revendication de toute la terre de Nouvelle-Calédonie, quitte ensuite, une fois cette légitimité reconnue, à faire jouer leur droit d'accueil, lié à leur valeur ancestrale d'hospitalité et à proposer aux autres communautés les modalités de leur vie en Nouvelle-Calédonie, sans demander à quiconque de se renier et au contraire en proposant d'être les garants de la sécurité future de tous les habitants reconnaissant la République kanake et socialiste. Personne n'a jamais évoqué l'expulsion massive de certaines communautés. Que les démocrates sincères se rassurent !

Effectivement, aujourd'hui, la population kanake est minoritaire en nombre (mais elle sera majoritaire en l'an 2000) ; c'est justement le résultat des politiques d'importation de populations des Mesmer et consorts, alors dans ces conditions que voudrait dire le vote « démocratique » : « Un homme, une voix » en Nouvelle-Calédonie, si ce n'est l'aboutissement du piège tendu il y a vingt ans ? Etre « démocrate » aujourd'hui, c'est considérer le peuple kanak comme seul peuple pouvant se prononcer sur son avenir, auquel les indépendantistes, tout-à-fait conscients du problème de la communauté caldoche, véritable « victime de l'histoire », comme les désignent le F.L.N.K.S., proposent d'associer le vote de ceux qui ont un parent né sur le territoire.

Cette revendication de légitimité n'est pas raciste, il convient de le rappeler. La communauté caldoche est reconnue par le F.L.N.K.S. et les autres communautés pourront bénéficier de statuts leur permettant de rester en toute sécurité.

La lutte pour l'indépendance nationale

Certes, les libertaires ont de la mémoire et beaucoup d'entre nous ont été échaudés dans leur solidarité passée avec des mouvements de libération nationale qui ont souvent abouti à des régimes bureaucratiques, à la mise au pouvoir d'une petite bourgeoisie locale, à la lutte inter-impérialisme où les véritables exploités ont toujours été les « dindons de la farce ».

Face à cela, je voudrais citer un camarade kanak du F.L.N.K.S. : « *La société kanake est sans classe et profondément démocratique et elle saura riposter efficacement à toute tentative bureaucratique, néo-coloniale ou féodale. Car pour un peuple qui a vécu 4 000 ans sans Etat, n'est-ce pas un signe de santé ? Nous le croyons, même si nous sommes tenus de passer par un Etat puisque telle est la volonté de la communauté internationale aujourd'hui. Mais ce faisant, nous avons conscience des dangers que comporte l'engrenage de l'Etat.*

« *En effet, à l'Est comme à l'Ouest, aucun Etat n'a pu déperir, malgré la prophétie de Lénine. Au contraire, les Etats dits « socialistes » se sont considérablement renforcés écartant ainsi et pour longtemps toute velléité de changement démocratique. L'Etat qui sortira de l'indépendance devra mettre un terme à la semi-féodalisation introduite dans notre société par le colonialisme et retrouver cet esprit communautaire qui a prévalu durant 4 000 ans et qui doit servir de base à l'organisation sociale, au règlement de la question foncière et à la définition de l'ensemble des orientations politiques, économiques, sociales et culturelles pour un avenir meilleur ! » (Jimmy Ounei, in Bulletin n° 1 de l'Association Information et Soutien au droit du peuple kanak.)*

D'autre part, je peux affirmer ici que le mouvement indépendantiste (que je connais depuis une quinzaine d'années) est et a toujours été multiracial dans sa composition. Une des principales formations, l'Union syndicale des travailleurs kanaks et exploités (véritable syndicat de classe) compte 5 membres non kanaks sur 10 à son comité directeur. Pierre Declercq, métropolitain, assassiné en septembre 1981, était le secrétaire général de l'Union calédonienne, mouvement fondé à l'origine par des blancs progressistes.

Une délégation non kanake du F.L.N.K.S. composée de Français métropolitains, de Caldoches, de Wallisiens, de Polynésiens a été récemment reçue par M. Pisani. Certes, tous ces anticolonialistes non kanaks reconnaissent la légitimité du peuple kanak sur la terre calédonienne et c'est un préliminaire indispensable à leur engagement. Aujourd'hui, la quasi totalité du mouvement indépendantiste est rassemblée dans le F.L.N.K.S. — le L.K.S. en est à l'extérieur suite à une erreur de tactique récente concernant le boycott —, et toutes les composantes s'y expriment sans dictature d'une quelconque tendance hégémonique. Des camarades libertaires luttent là-bas au côté des Kanaks depuis des années et y sont partie prenante. C'est pourquoi nous devons respecter et soutenir la forme organisationnelle que se sont donnée les Kanaks en lutte pour leur émancipation, forme organisationnelle qui doit tout autant aux formes de luttes « modernes » qu'à l'organisation traditionnelle et coutumière de la société kanake.

La société kanake et socialiste

Si nos amis kanaks se disent socialistes, ce n'est pas par socialisme d'importation, ni par social-démocratie. La société kanake traditionnelle contient en elle-même les valeurs du socialisme et, j'ose ajouter, du socialisme libertaire, en ce qui concerne la démocratie directe, les idées autogestionnaires, la propriété communautaire de la terre, le mode de répartition des richesses selon les besoins, etc. Nombreux camarades libertaires parisiens qui ont participé au soutien des étudiants kanaks lors de l'occupation de leur foyer, rue des Ecoles, en 1977-1978 — l'occupation a duré 18 mois — ont découvert cela dans la réalité de la lutte.

En conclusion

La solidarité de tous les révolutionnaires y compris de tous les libertaires et anti-autoritaires ne doit pas manquer au peuple kanak et à son organisation de lutte, le F.L.N.K.S. Je voudrais rappeler que lors de la grande insurrection de 1878, la quasi-totalité des déportés communards a réclamé, par européocentrisme, des armes à leurs gardiens pour mater la rébellion de ceux qui n'étaient considérés que comme des sauvages anthropophages et que seul un petit groupe de communards autour de la militante anarchiste Louise Michel et de Rochefort a pris résolument parti pour les kanaks et l'insurrection.

Ensuite, Louise Michel a mené tout un travail d'alphabétisation dans les tribus. Et à son départ de Nlle-Calédonie 20 000 Kanaks l'ont salué sur le quai de Nouméa. Encore aujourd'hui, Louise Michel est une héroïne de l'histoire kanake et de la lutte de nos amis kanaks — qui ont d'ailleurs participé à la création du musée Louise-Michel à Nouméa.

Espérons que les libertaires d'aujourd'hui sauront montrer la même clairvoyance politique que notre glorieuse camarade du passé et ses amis. Si je peux avancer une analogie osée, que j'assume personnellement, la lutte du peuple kanak correspondrait peu ou prou à la lutte des sandinistes et des Misquitos au Nicaragua, réunis ensemble, main dans la main, dans un même mouvement d'émancipation rassemblant à la fois la lutte contre le colonialisme, le capitalisme et le génocide qu'il soit physique ou culturel. C'est pourquoi je lance ici un appel à tous les camarades libertaires et anti-autoritaires à soutenir la lutte du peuple kanak par tous les moyens en leur possession et plus particulièrement en participant au travail de l'Association Information et Soutien aux droits du peuple kanak ici en France dont la première manifestation publique du 18 décembre à Paris a rassemblé plus de 500 personnes (Français, ressortissants des D.O.M.-T.O.M., immigrés, Africains, etc.) dans une réunion d'information et de débats très fructueuse.

NICARAGUA

LES RACINES DU SANDINISME

« Le drapeau rouge et noir est apporté par Sandino au Nicaragua, parce qu'il s'est familiarisé avec ce drapeau au contact de ses amis anarcho-syndicalistes espagnols qui travaillaient dans les champs pétrolifères de Tampico. Alors on pourrait nous dire que nous avons hérité du drapeau anarcho-syndicaliste symbole d'une "ligne de pensée très spéciale" » (conférence de Sergio Ramirez, membre de la Junte de gouvernement, en août 1979 à l'Université de Managua).

Pour comprendre la réalité de la révolution sandiniste, il est nécessaire de connaître l'histoire du sandinisme qui a été cachée, déformée ou récupérée durant la longue dictature de Somoza.

Histoire de Sandino

Sandino est né en 1895 à Niquinihomo, son enfance se déroule dans la misère et les privations, allant cueillir le café avec sa mère.

En 1921, Sandino, en quête de travail, parcourt l'Amérique centrale et s'installe au Mexique. En 1923, il trouve du travail dans les champs pétrolifères de Tampico. C'est là qu'il prend contact avec le mouvement ouvrier mexicain où il acquiert sa formation. En 1923, les ouvriers du pétrole rattachés aux syndicats de la C.G.T. (1) représentent l'un des bastions les plus actifs de l'anarcho-syndicalisme mexicain.

Dans la ville de Tampico, l'Ecole rationaliste de Francisco Ferrer Guardia propage l'émancipation des travailleurs et des paysans par l'éducation libertaire (2). Les idées de Fourier et de Proudhon sont divulguées au Mexique dès 1850. Les premières coopératives et sociétés mutualistes sont créées, le Parti libéral donne son élan à la révolution mexicaine, l'agrisme de Zapata distribue la terre aux paysans.

Sandino retourne au Nicaragua travailler dans les mines d'or de San Albino, propriété nord-américaine. Après avoir propagé ses idées auprès des mineurs, Sandino et ses partisans se révoltent. Sandino rencontre le général Moncada, chef de la Révolution libérale, et lui remet un manuscrit où sont exposées ses idées. Ce document se termine par une citation de Pierre-Joseph Proudhon : « La propriété c'est le vol ».

Macada et les chefs libéraux acceptent les exigences de Washington et Sandino part avec ses compagnons dans la montagne pour organiser la résistance. Dans les régions contrôlées par Sandino, durant six années, les paysans développent des coopératives.

En 1929, Sandino revient au Mexique pour relancer la solidarité internationale. Le fait



que Sandino n'accepte pas de prendre parti déclenche une violente réaction au sein de l'Internationale communiste et du Parti communiste mexicain. En mai 1930, le comité central du Parti communiste mexicain publie dans son organe *El Machete* un numéro spécial intitulé : « La trahison de Sandino ».

Juin 1930 marque la rupture entre le mouvement sandiniste et l'Internationale communiste. Le mouvement sandiniste se retrouve encore plus isolé. En 1931, le mouvement sandiniste reçoit l'appui de l'A.P.R.A. du Pérou, celui de la Franc-Maçonnerie, de la Ligue anti-impérialiste, de la C.G.T. de Mexico et de l'A.I.T. (3). Dans son journal, le P.C. mexicain qualifie le mouvement sandiniste de « petit-bourgeois ». En 1931, Sandino se déclare « communiste rationaliste » et répand l'idée de créer les Communes fédérées d'Amérique centrale.

En janvier 1933, les troupes d'occupation nord-américaines

abandonnent le Nicaragua, laissant en place le Garde nationale sous le commandement d'Anastasio Somoza.

En février 1933, le mouvement sandiniste accepte de remettre les armes au président libéral Juan-Baptista Sacassa. En échange, il reçoit le tiers du territoire national, soit 36 000 km², où sera créé le District fédéral d'Amérique centrale, avec un système social fondé sur les coopératives. Les coopératives communautaires agricoles et minières se développent de plus en plus. Février 1934, Sandino est assassiné et le District fédéral détruit. En 1936, Somoza prend le pouvoir par un coup d'Etat.

Les communautés paysannes indigènes qui maintiennent les bases de l'organisation communautaire avec un système d'organisation sociale fondée sur le travail commun, la distribution égalitaire des produits, le troc entre communautés et le principe d'une terre jamais morcelée, subissent, dans les années 50, l'expropriation de la part des propriétaires fonciers soutenus par la dictature, au moment même du boom du coton.

En 1962, le Front sandiniste de libération nationale (F.S.N.L.) se constitue. De 1978 à 1979, dans les régions contrôlées par le F.S.N.L., les paysans récupèrent les terres des grands propriétaires fonciers, soutenus dans leur lutte par le Front. Les Communes sandinistes sont créées.

En 1979, c'est le triomphe du sandinisme, la chute de la dictature et la création d'une Junte provisoire de gouvernement. La réforme sandiniste agraire suspend, dans un pre-

mier temps, l'idée de « Commune sandiniste » pour promouvoir les exploitations étatisées.

La victoire du sandinisme

En 1980, le mouvement paysan commence à créer les Coopératives agricoles sandinistes (C.A.S.) inspirées des fondements de la pensée coopérativiste d'Augusto Sandino. Les C.A.S. regroupent les paysans pauvres et les petits propriétaires. Ces coopératives sont autonomes de l'Etat, ne reçoivent aucune aide économique et ne dépendent d'aucune institution étatique.

En 1981 est fondée l'Union des agriculteurs et éleveurs (U.N.A.C.) qui rassemble les petits et moyens paysans individuels ou membres de coopératives. En août 1981, la première loi de réforme agraire et la loi des coopératives agricoles sont approuvées. Dans les années qui suivent, le mouvement coopératif va en s'amplifiant, divers types de coopératives apparaissent. L'idée sandiniste de la coopérative est communale, c'est-à-dire que la terre est propriété collective de la

communauté, la gestion est associative, le travail et les décisions se font en commun. Par son travail, l'homme s'approprié et reçoit l'usufruit de la terre.

L'évolution future de la situation au Nicaragua nous montrera, ainsi que l'a déclaré Constantino Pereira, actuel responsable du Centre de formation des coopératives de Managua : « La révolution sandiniste peut être considérée comme la première grande révolution non sectaire dans le monde. » En 1927, Augusto Sandino écrivait : « Le Nicaragua ne doit pas être le patrimoine d'un groupe ou d'un parti déterminé ». La diffusion des « racines de la pensée de Sandino » devrait contribuer à confirmer le caractère original de la révolution sandiniste. La révolution sandiniste est l'unique processus révolutionnaire qui se réclame d'un penseur libertaire.

Gr. P. Nolasco Arratia
Travailleurs libertaires chiliens en exil

(1) Confédération générale des travailleurs.

(2) Francisco Ferrer Guardia, pédagogue libertaire espagnol.

(3) Association internationale des travailleurs, internationale anarcho-syndicaliste.

POLOGNE PAS TOUCHE AU CLERGÉ !

C'est dans une ville en état de siège que se déroule le procès des quatre policiers impliqués dans le meurtre de l'aumônier Popieluszko. Rien n'a été négligé, y compris les hélicoptères, pour réprimer toute tentative de manifestation de Solidarnosc à Torun.

Les assassins de Popieluszko ont déclaré avoir agi « sur ordre supérieur » et s'attendaient même à être récompensés pour le « travail » qu'ils ont accompli. Vrai, faux, quelle importance ? Le pouvoir polonais utilise cette triste affaire pour se refaire une virginité, et c'est bien là l'essentiel !

Le général Jaruzelski n'a évidemment pas commis l'erreur de commanditer les tueurs pour éliminer un partisan de Solidarnosc trop populaire... Ont-ils obéi à des ordres venant des partisans de la solution la plus radicale pour venir à bout du syndicat clandestin, ou bien, s'agit-il là d'une « initiative » personnelle ? Le problème est ailleurs... Depuis l'état de siège de décembre 1981, combien de travailleurs polonais ont-ils été assassinés par la milice ? Combien sont morts en manifestant contre le régime ou au fond des commissariats ? A-t-on jamais vu ceux qui ont tiré et ceux qui l'ont ordonné dans un tribunal, inculpés de meurtre ?

Si on peut être scandalisé par la mort atroce du prêtre Popieluszko, il ne faut pas perdre de vue que le pouvoir, qui parle aujourd'hui de faire toute la lumière sur ce crime, a fait ouvrir le feu sur les travailleurs polonais hier, et n'hésitera pas une seconde à le refaire demain. Force est de constater qu'en Pologne comme au Chili, les régimes paraissent plus odieux aux médias lorsque ceux-ci s'en prennent aux intouchables : les curés !

G.D.

ITALIE

« É PERICOLOSO SPORGERSI »

VINGT-trois organisations ont, à ce jour, revendiqué la paternité de l'attentat sanglant du train Naples-Milan. Seules les Brigades rouges ont envoyé un démenti. La « piste noire », celle de l'extrême droite néofasciste, semble être la plus prise au sérieux par la police italienne. Il est vrai que cet attentat rappelle étrangement celui de la gare de Bologne en 1980.

Les récentes déclarations de Benito Craxi, président du Conseil, et de Oscar-Luigi Scalfaro, ministre de l'Intérieur, invitant les enquêteurs et l'opinion publique à ne négliger aucune

piste et à ne pas se braquer seulement sur les néo-fascistes visent de fait à faire un amalgame entre terrorisme de gauche et terrorisme de droite. Pourtant, hormis l'extrême droite, aucun groupe politique n'a tué aveuglément des dizaines de personnes en Italie. Le gouvernement italien le sait parfaitement ! Il est évident que chaque attentat a toujours eu une cible politique très précise.

Une bombe dans une gare ou dans un train, réglée de plus pour exploser dans un tunnel, en revanche, ne vise qu'à terroriser pour terroriser. Plus il y a de victimes tuées au hasard, plus l'effet spectaculaire

est atteint. On est loin des attentats dirigés contre quelque haut fonctionnaire ou général des carabinieri.

L'Etat italien, en mêlant adroitement Brigades rouges et néofascistes, en y ajoutant les extrémistes islamiques, sortira une fois de plus renforcé de cette affaire. L'appareil policier ira en se développant toujours plus, et toute forme de lutte sortant de la légalité sera encore plus dénaturée et criminalisée, au nom de l'anti-terrorisme. Si ce n'était pas là leur objectif, les tueurs du Naples-Milan ont atteint ce but !

Gil



Quelques anticléricaux primaires ! (Accusés du procès de Torun).

A.F.P.

APERÇU DE L'ANARCHISME AU JAPON AVANT 1945 (2^e PARTIE)

NOUS publions ci-dessous le deuxième volet d'un article consacré à l'histoire du mouvement anarchiste japonais, de ses origines jusqu'à 1945 (voir M.L. précédent). Ce second article présente un panorama des différentes tendances du mouvement anarchiste japonais qui s'affrontent très rapidement jusqu'à l'exacerbation, ce qui constituera, outre la répression étatique, une des causes majeures de la décomposition du mouvement dans les années 45.

Repli et sursauts

A mesure que le bolchevisme gagne du terrain, y compris dans les rangs des anarcho-syndicalistes, dont un certain nombre constituera la première génération du Parti communiste japonais fondé en 1922 à l'image de ce qui a pu se passer en France par exemple, les clivages s'accroissent dans le mouvement libertaire à partir de thèmes qui font justement la force des communistes : l'organisation et la théorie.

Il y a tout d'abord l'épisode terroriste, fondé en particulier sur le désir bien compréhensible de venger l'assassinat de compagnons comme Osugi. D'une manière générale, il correspond à une exaspération des jeunes militants dans un climat de répression et de capitalisme triomphant et à une logique poussée à son extrême des idées anarchistes, telles qu'avait pu la connaître l'Europe de la fin du XIX^e siècle. La Société de la Guillotine (Girochin-sha), au demeurant fondée avant l'assassinat d'Osugi, veut propager un « anarchisme d'intimidation » et est finalement liquidée par les autorités en 1925 après attentats et cambriolages divers, réussis ou manqués... Ses promoteurs : Furuta Daijiro (1900-1925) et Nakahama Tetsu (1897-1926) sont condamnés à mort et exécutés avec d'autres compagnons.

Ensuite, jetant le bébé avec l'eau du bain, des anarchistes comme Hatta Shuzo (1886-1934) et Iwasa Sakutarō (1879-1967) développent la théorie dite « socio-physiologique de l'anarchisme pur » (Junsei museifu-shugi), tendent à remettre en cause le matérialisme et rejettent la lutte des classes à partir de sophismes postulant que les anarchistes ne peuvent se réclamer de la lutte des classes ou appartenir à des organisations de classe de type syndicat classique puisqu'ils sont pour l'abolition des classes... A cet égard, la pensée de Kropotkine sera contradictoirement interprétée, car elle servira à justifier le refus du syndicalisme de classe, en s'appuyant sur la synthèse idéale production-consommation en opposition à la division du travail que perpétuait le syndicalisme, ou sur la « reprise individuelle » en prenant au pied de la lettre, et d'ailleurs à la suite d'une mauvaise traduction, le terme de « conquête du pain ».

L'essor de la pensée anarchiste-individualiste s'effectue à partir de trois courants : l'individualisme, en particulier Stirner, avec Tsuji Jun (1844-1944), qui tend purement et simplement vers le nihilisme ; la métaphysique, en particulier d'inspiration chrétienne ; et l'évolutionnisme, les deux derniers se confondant souvent. Ainsi Ishikawa Sanshiro revendique un anarchisme non-violent christianisant, qui rappelle Tolstoï, développe le concept de dynamique en s'appuyant plus ou

moins contradictoirement sur les travaux des Reclus et ne craint pas d'intituler l'un de ses textes : « Je suis conservateur », en prenant comme exemple, dans son raisonnement, le fait que la terre tourne continuellement autour du soleil et qu'il y a là conservatisme. Hatta, de formation chrétienne et bien qu'ayant abjuré, reste symptomatiquement marqué par l'harmonie chrétienne dans son rejet de la lutte des classes. D'une manière générale, ces divers courants ont une pratique éducationniste (société d'entraide, jardin potager, expérience rurale, etc.).

Dans ce contexte, la présence anarchiste dans le mouvement ouvrier ou paysan reflue considérablement, malgré les multiples créations de syndicats partiels, malgré le bastion de l'anarcho-syndicalisme que constitue le syndicat unifié des imprimeurs à l'image du Syndicat du Livre en France... Le 25 mai 1926, la Libre Fédération nationale des syndicats ouvriers (Zenku rodo kumiai jiyu rengo-kai, ou Zenjiren) tente de regrouper les ouvriers sur une base anarchiste, mais dès le III^e congrès de mars 1928 c'est l'éclatement en deux tendances : la fraction de la Libre Fédération (Jiyu rengo ha, ou Jiren-ha), avec Hatta Shuzo, Iwasa Sakutarō, rejetant la lutte des classes ; et la fraction du Conseil de la libre fédération des syndicats ouvriers japonais (Nippon rodo kumiai jiyu rengokai kyogikai, ou Jikyō-ha), la plus importante, avec, entre autres, Kondo Kenji (1895-1969) et Kubo Yuzuru (1903-1961).

Parallèlement, l'Union des Jeunes Noires (koku-shoku seinen renmei), organisation anarchiste spécifique fondée en janvier 1926 en opposition à la création du Parti ouvrier-paysans (Rono-to), de tendance radicale mais parlementariste, tente tant bien que mal de rassembler les libertaires... En fait, de 1922 à 1934, les groupements divers, les comités de résistance au fascisme, les associations d'entraide, les revues théoriques, militantes ou plus culturelles, apparaissent et disparaissent un peu partout, sans continuité et sans grand impact. En mars 1934, la Zenjiren se réunit, mais il est trop tard !

Dans les années 30, de jeunes militants désabusés par les querelles intestines, refusant l'alternative de l'embrigadement léniniste ou la liquéfaction individualiste, tentent de relancer l'anarchisme sur le terrain socio-économique et de reconstituer un mouvement sur la base de cellules autonomes, vivantes et non purement philosophiques, organisées et fédérées. Ils fondent le 12 février 1931 l'Association des jeunes villageois-paysans (Noson seinen-sha) avec l'organisation d'une commune rurale dans la préfecture de Nagano qui regroupera plus de 300 personnes. Les promoteurs comme Miyazaki Akira (1889-1977) ou Suzuki Yasushi (1903-1970) assurent brillamment un échange permanent entre théorie et pratique. Mais en septembre 1932, l'association se saborde pour des raisons qu'il reste à éclaircir mais qui reposent sur une crainte de développer malgré soi un agrarisme replié sur lui-même, rejetant les intellectuels ou les contacts avec la ville et les ouvriers.

Sa suite, à la fois logique et contradictoire, est la création de la Ligue des anarcho-communistes en décembre 1933 et sa transformation en Parti anarcho-communiste (Nihon museifu-kyosanto) le 30 janvier 1934, avec Uemura Taimon (1903-1959) ; logique, car c'est la suite quasi désespérée d'une résistance à l'essor du militarisme et du totalitarisme, d'un désir de rompre avec un étouffement de l'anarchisme qui paraît inexorable, d'une volonté d'agir... Certains militants du parti sont d'ailleurs d'anciens membres de l'Association des jeunes villageois-paysans ; contradictoire, car l'action sans contenu n'est pas une solution en soi, car le principe et l'organisation en parti vont à l'encontre du fondement même de la théorie anarchiste, les militants de ce parti en sont d'ailleurs conscients mais arguent de l'urgence du moment. Contradictoire également parce que s'y retrouvent des membres de la fraction opposée à la lutte des classes et qui s'appuient justement contre celle-ci sur le principe de la libre fédération. Un autre ancien membre de l'Association des jeunes villageois-paysans, mais à l'opposé, Suzuki Yasuki, fait d'ailleurs une critique sévère de ce

Parti anarcho-communiste, que la répression, arrestations et jugements, finissent par anéantir en 1935 et 1936 (affaire dite du Parti anarcho-communiste). Jusqu'en 1945, l'anarchisme ne subsistera qu'à l'état de trace au Japon.

Pour une mémoire collective

Plusieurs éléments de réflexion peuvent être dégagés de l'histoire de l'anarchisme au Japon avant 1945. Globalement, l'anarchisme connaît au Japon les mêmes évolutions qu'en Europe, même s'il peut y avoir des décalages dans le temps ; il obéit à sa propre logique ; il y a comme une autonomie du politique — dans le sens courant et général du terme et tel que l'emploie Malatesta.

Les prémisses sont d'essence individualiste (cf Stirner) ou humaniste libertaire du type post-philosophique des Lumières. L'essor de l'anarchisme est simultané à l'organisation autonome du mouvement ouvrier et à la pénétration des idées socialistes : croissance au moment où se fonde une fédération unique de syndicat (cf la C.G.T. en France).

Il connaît son apogée au Japon, tant en richesse d'idées qu'en nombre et qualité de militants lorsqu'il est implanté parmi les travailleurs, y compris pour le niveau du débat par rapport à l'anarcho-syndicalisme ou la lutte de classes. Mais il est fragile s'il n'est qu'importé par une intelligentsia. On peut comparer les efforts de Kotoku, puis de Osugi et de leurs compagnons, à faire évoluer les premières organisations socialistes dans le sens de l'action directe aux tentatives des anarchistes européens à maintenir la Première Internationale dans l'optique anti-autoritaire, ou évoquer les efforts de l'association des jeunes villageois-paysans au moment du regain de l'agrarisme.

Les difficultés à lutter au jour le jour, inlassablement et obscurément auprès de la masse et en confrontation avec les marxistes, et singulièrement les léninistes, entraînent un repli sur soi en ghetto, la tentation et l'impasse terroristes, les spéculations para-métaphysiques et, en contre-coup, des velléités d'organisation autoritaire au sein du mouvement anarchiste (le Parti anarcho-communiste peut rappeler le projet de la Plate-Forme), voire un rejet des intellectuels.

Malgré le fossé idéologique, les querelles de chapeau suivies d'excommunication (ou de scission, qui est une forme d'auto-exclusion) ressemblent fort à la pratique stalinienne du parti qui se renforce en s'épurant ; en outre, elles recouvrent bien souvent de moins glorieux problèmes de personnes.

La théorie exclusivement évolutionniste, prônée par Ishikawa en s'inspirant d'idées de Reclus et de Kropotkine, connaît un échec au niveau de son impact. Elle demande également à être revue au niveau théorique en considérant l'évolution de la société.

Il apparaît en fait que le mouvement anarchiste est à la fois le fruit d'une situation historique donnée, liée à l'évolution socio-économique, et de la volonté farouche d'émancipation d'individus, quelque soit cette donnée historique. Il y a un échange constant, sans hiérarchie, une balance, entre la matière et l'idée, qui sont l'une et l'autre motrices. Ce type de rapport évoquant la dialectique plurielle de Proudhon entraîne au niveau de la pratique militante un souci constant de véritable pluralisme et de recherche d'équilibre entre notre nécessité d'agir et les différentes nécessités qui nous sont imposées par le système d'exploitation et d'aliénation actuel... Agir révolutionnairement dans un syndicat sans perdre de vue le danger réformiste et autoritaire, mobiliser l'individu sans oublier la nécessaire solidarité morale, économique et sociale.

Philippe (Makhno-Hiroshima)

Sources : « Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier international, Japon », tome 1 et 2, Shobei Shiota, Les Editions ouvrières, Paris, 1978, 384 p. et 432 p.
« Kotoku Shusui (1871-1911) : le pionnier du mouvement socialiste au Japon était anarchiste », Philippe Pelletier, à paraître dans « La Rue », revue du groupe Louise-Michel (F.A.).



Extrait du quotidien Asahi Shimbun évoquant l'assassinat de Sakae.

LE MARXISME EST-IL UNE SCIENCE ?

« Le marxisme est une science » (1). Cette affirmation n'est pas innocente ni gratuite. Lorsque Marx et Engels, disciples dissidents de Hegel, ont remis sa dialectique « sur les pieds », c'est-à-dire quand ils ont donné un tour matérialiste à la méthode idéaliste de Hegel, ils ont dit en substance : maintenant on a trouvé la méthode d'analyse qui nous permet de comprendre réellement les mécanismes de la société, de percer définitivement les mystères du comportement de l'homme dans l'histoire.

Jusqu'ici, dit Marx en reprenant le philosophe allemand Feuerbach, la philosophie avait pour but d'interpréter le monde. Maintenant il s'agit de le transformer. Cette transformation se fera grâce à la science nouvelle, qui n'a pas encore nom matérialisme historique (2). Maintenant, on a le mode d'emploi.

C'est la fin de la philosophie. Elle a accompli sa tâche. La science prend le relais. Ce faisant, Marx et Engels, qui affirment avoir redressé la barre de l'idéalisme hégélien, se retrouvent en réalité bien en deçà de celui-ci. Ils impriment une étonnante régression à la pensée. Hegel disait en effet que « chaque philosophie est la philosophie de son époque, elle est un maillon dans toute la chaîne du développement spirituel ; elle ne peut donc satisfaire que les intérêts de son temps » (*Cours d'histoire de la philosophie*). Ce faisant, Hegel fait montre d'une vision dialectique autrement plus ample — et finalement autrement plus matérialiste — que celle de Marx et Engels.

La science prenant le relais de la philosophie, cela signifie, selon la formule d'Engels, qu'il ne s'agit plus d'« imaginer dans sa tête des enchaînements, mais de les découvrir dans les faits » (*Lud-*

wig Feuerbach et la fin de la philosophie allemande).

La nouvelle science (dialectique) ne se perd plus en spéculations, elle décortique le mouvement réel de la société. Elle atteint l'universalité. Etant la science du réel, elle n'a pas à être dépassée. Elle n'est pas inscrite dans le temps, elle est de tous les temps. Elle explique la société dans le passé, le présent et l'avenir. « La théorie de Marx est la vérité objective. En suivant cette théorie, on se rapproche de plus en plus de la vérité objective, alors qu'en suivant n'importe quelle autre voie on ne peut arriver qu'à la confusion ou à l'erreur.

« La philosophie du marxisme est un bloc d'acier et il est impossible de mettre en doute une seule de ses hypothèses, une seule partie essentielle, sans s'écarter de la vérité objective, sans tomber dans le mensonge réactionnaire et bourgeois... Vouloir découvrir une nouveauté en philosophie relève de la même pauvreté d'esprit qu'il y a à vouloir créer une nouvelle loi de la valeur ou une nouvelle théorie de la rente foncière. » (Lénine, *Matérialisme et empiriocriticisme*.) Il est difficile de concevoir un point de vue plus idéaliste et plus antidialectique que celui-ci... Lénine, qui ne peut écrire trois phrases sans s'abriter derrière une citation, n'a pu faire dans ce livre que très peu de référence à Marx.

L'arroseur arrosé

Mais appliquons au marxisme sa propre méthode ; cette prétention à être la fin de la philosophie, en quoi est-elle inscrite dans son temps et quel objectif matériel justifie-t-elle ?

Tous les philosophes du XVII^e et du XVIII^e siècle qui ont précédé : Spinoza, Leibnitz, Kant, ainsi que Hegel au début du XIX^e, ont cherché à définir ce qu'est

le réel et à savoir comment l'homme pouvait connaître le réel. Ça tombait bien : le développement des rapports de production capitalistes et des sciences exactes — les deux phénomènes ayant des rapports d'interdépendance étroits — rendait nécessaire une réponse à ces questions. Ce sont des problèmes que la bourgeoisie en expansion était naturellement amenée à se poser.

On entre dans le règne de la matière, au sens « vulgaire » du mot. La société capitaliste, qui en consommera et en produira en quantités de plus en plus grandes, va avoir besoin de définir ce qu'est le réel, de trouver des instruments qui lui permettront de maîtriser la matière. C'est alors que se met en place cette société dont la vie économique est définie, selon l'expression de François Perroux, comme l'« interaction de la science, de la technique et de l'industrie » (Préface aux *Oeuvres* de K. Marx, La Pléiade, tome I).

En affirmant la prééminence de la science sur la philosophie, le marxisme ne fait qu'exprimer une tendance historique de la société bourgeoise de son temps — c'est-à-dire nécessairement fugace et transitoire.

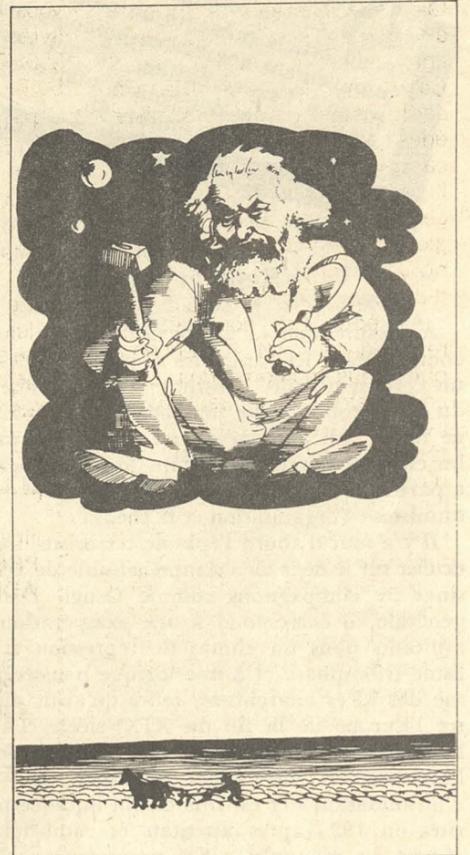
L'idée de fin de la philosophie tombe par ailleurs à point. Elle marque en effet un coup d'arrêt. Marx ne pouvait pas ignorer ce passage d'Hegel sur le caractère transitoire des philosophies en tant qu'expressions des tendances générales d'une époque. Une telle menace pesait également sur le marxisme. En décrétant la « fin de la philosophie » et en donnant au marxisme la valeur d'une science, Marx répond par avance à cette objection. Echappant au statut de philosophie, la pensée de Marx échappe également à cet affreux déterminisme qui fait qu'une philosophie « ne peut donc satisfaire que les intérêts de son temps », selon l'expression de Hegel.

Marxisme et histoire

Il importe peu de réfuter la prétention du marxisme au statut de science. Engels s'entêtait à vouloir considérer que la méthode marxiste et celle employée dans les sciences de la nature était la même, comme si le sociologue et l'historien travaillaient de la même façon que le biologiste ou le physicien. Les raisons d'un tel comportement sont évidemment limpides : pour Engels, ce qui avait le caractère d'une démonstration scientifique ne pouvait pas être réfuté.

Or, l'histoire a abondamment démontré le caractère aujourd'hui éminemment aléatoire des théories scientifiques. Elles évoluent sans cesse et sont constamment remises en cause par de nouvelles théories. L'espace, le temps, la matière, l'énergie, personne ne peut dire clairement ce que c'est. Et quand une théorie est, temporairement, acceptée par le monde scientifique, on s'aperçoit de la plupart du temps qu'elle est interprétée de différentes manières. Alors, si le marxisme est une « science », dans ce sens-là, il est dépassé depuis longtemps.

On pourrait reprendre à notre compte le point de vue de Karl Korsch lorsqu'il disait : « A l'origine, l'économie marxiste était posée comme une critique radicale de l'économie politique de la classe bourgeoise qui devait trouver sa conclusion à la fois théorique et pratique dans une véritable révolution ». Mais, gardons à l'esprit que la revendication de l'économie politique comme science date des premiers économistes de la bourgeoisie, précisément : Smith, Malthus, Ricardo, etc. La véritable révolution culturelle opérée par Adam Smith a été de substituer à l'explication rousseauiste (politique) de la société par le contrat social, l'explication économique par le marché.



Le marxisme : science ou religion ?

Bakounine et la science

Reconnaissons toutefois que Marx n'était pas uniquement motivé par une quelconque démanigaison scientifique. La science de la société et de l'histoire sont des outils et ils peuvent rendre l'action politique plus efficace.

Quel que soit le type de « scientificité » auquel se réfère le marxisme, ce dernier est entaché d'une hypothèque gravissime : il n'a pas mené de réflexion sur le statut de la science en tant que telle dans la société, et sur ses limites — et par là, sur les limites du marxisme lui-même.

C'est une erreur que n'a pas faite Bakounine, prévenu contre les « savants » et leur pédanterie dès ses années de formation, à l'époque où il faisait partie des « Jeunes hégéliens ». Toute sa vie, il réfléchira sur la fonction de la science dans la société, comme auxiliaire de la révolution, mais aussi comme facteur de contre-révolution.

La science, disait Bakounine, a pour but d'éclairer la vie, non de la gouverner. La science de l'histoire, elle, doit nous indiquer les causes générales des souffrances humaines, et « les conditions générales nécessaires à l'émancipation réelle des individus vivant dans la société ». Au-delà de ces limites, commencent les prétentions doctrinaires et gouvernementales des représentants de la science sociale.

E. Vilain

(1) Par marxisme, on n'entend pas ici la doctrine élaborée par le seul Marx et se limitant aux seuls textes de celui-ci ; mais l'ensemble d'idées qui est parvenu à nous aujourd'hui, après l'intervention d'Engels et de quelques autres.

(2) Marx parlait de méthode matérialiste. Dans la postface à la deuxième édition du « Capital », il évoque la « base matérialiste » de sa méthode, ainsi que la « méthode dialectique ». Dans les « Thèses sur Feuerbach », il parle de « nouveau matérialisme ». Dans « L'Idéologie allemande », il parle de « matérialisme vrai » et de « science réelle », et, dans « La Sainte Famille », d'« humanisme réel ». Les textes où Marx expose ses conceptions matérialistes sont rarissimes. Les termes de « matérialisme historique » et de « matérialisme dialectique » sont d'Engels. L'absence de dénomination précise de la part de Marx est symptomatique. Elle montre que si Marx pensait les phénomènes sociaux d'une manière différente ou nouvelle, il n'en faisait pas « tout un plat ».



La science auxiliaire du marxisme ?

ABONNEMENT AUX ÉDITIONS DU MONDE LIBERTAIRE

DEPUIS déjà plusieurs années, par le biais des éditions du Monde libertaire, la Fédération anarchiste a entrepris d'éditer des livres anarchistes. Peu ! Trop peu ! Car il faut le savoir, dans le cadre d'une société capitaliste, éditer des livres anarchistes, ça ne se fait pas tout seul. Il faut de l'énergie et de l'argent. Et si nous avons de l'énergie à revendre, en revanche, nous manquons cruellement d'argent.

Or pour que nos idées se répandent, il est fondamental que nous éditons des livres anarchistes. Toujours plus de livres anarchistes ! Car cela tombe sous le sens, si nous n'éditions pas nous-même des livres anarchistes, ce ne sont pas les éditeurs bourgeois ou marxistes qui le feront !

Aussi conscients de cette responsabilité qui nous incombe, nous avons décidé de faire de gros efforts pour augmenter le nombre de livres que nous éditons et leur « look » (format plus grand, couverture glacée, etc.). Mais ces efforts ne pourront véritablement aboutir qu'avec votre aide.

Votre aide, bien sûr, ce sera également l'abonnement que

vous souscrirez aux éditions du Monde libertaire. Cet abonnement d'un montant de 200 F, vous permettra de recevoir trois livres d'une valeur totale de 250 F. Soit, une économie de 50 F.

Pour nous, ces abonnements signifieront une rentrée d'argent frais nous assurant un volant de trésorerie conséquent. De plus, grâce aux abonnements nous pourrions, en échappant aux profits réalisés sur notre dos par les distributeurs et les libraires, réaliser des économies substantielles.

Bref, pour vous comme pour nous, l'abonnement aux éditions du Monde libertaire est

une bonne formule. Aussi, si vous souhaitez lire toujours plus de livres anarchistes, donnez-nous les moyens de les éditer... et abonnez-vous.

Voici nos prochaines parutions :

- *Les souvenirs* de Maurice Joyeux, 500 pages environ, parution prévue : janvier 85 ;
- *Textes choisis* de C. Berneri, 250 pages environ, parution prévue : avril-mai 85 ;
- *L'Education libertaire* de J.-M. Raynaud, (nouvelle version complétée), 250 pages, parution prévue : septembre 1985.

Sec. Histoire et Edition

NOM :
PRÉNOM :
ADRESSE :

Souscrit un abonnement aux éditions du Monde libertaire.
200 F pour trois titres d'une valeur totale de 250 F.
300 F et plus : abonnement de soutien.

Chèque à adresser à l'ordre de F. Dedieu, et à adresser à :
Librairie du Monde libertaire
Secrétariat Histoire et Edition
145, rue Amelot
75011 Paris

A découper



ABONNEZ-VOUS!

« LE PAYS OÙ RÊVENT LES FOURMIS VERTES »

DE W. HERTZOG

UNE fois n'est pas coutume, je commencerai le commentaire du film par la conclusion, pour ceux qui ont peu de temps ils peuvent s'arrêter là : c'est un film remarquable !

Pour les autres : le thème central, abordé d'une façon très subtile par le cinéaste allemand Hertzog, est la confrontation de civilisations différentes. Hertzog qui situe son film en Australie au XX^e-siècle aurait tout aussi bien pu le situer ailleurs, là où d'anciennes civilisations meurent sous les coups de boutoir de la civilisation technicienne et avancée.

L'intelligence de ce film réside, à mon avis, dans le fait qu'à aucun moment le cinéaste n'éprouve le besoin de démontrer, il se contente de filmer, ce qui est bien pour un cinéaste et qui devient rare dans le cinéma. Une histoire simple se déroule devant nos yeux : à ma gauche, les aborigènes ; à ma droite, la civilisation technicienne et avancée... au centre un jeune ingénieur, pur produit de la société industrielle. La civilisation technicienne essaye d'évangéliser à son profit et pour son profit les abo-

rigènes. Elle y réussit en partie, mais persistent des réfractaires, des gens qui tiennent à leurs fadaïses, à leurs morceaux de bois avec une écriture non déchiffirable », au rêve des fourmis vertes. Ils y tiennent malgré toutes les promesses qui leur sont faites. Un beau morceau d'anthologie que ce P.D.G. d'une société minière d'uranium avec ces sauvages à Sydney, à voir absolument.

Au bout du compte, une civilisation qui se prétend universelle, dont le gain et le profit par tous les moyens sont les seuls moteurs. De l'autre côté, une civilisation purement contemplative ; et pour contempler, on s'assoit ! Quoi que l'on puisse penser de l'une ou de l'autre, qu'il me soit permis de faire remarquer que le cinéaste ne veut intervenir dans la défense de l'une ou de l'autre. Mais là où les moyens et les fins sont le pouvoir et le fric, pourquoi s'arrêter à une bande de sauvages qui a l'audace de croire que cette terre leur appartient puisqu'ils y étaient avant.

Non pas ! Puisque la loi appartient à la force, et la force c'est l'agressivité... partout, même

dans ces moyens techniques où tout est bon pour satisfaire la soif de posséder plus. C'est pas ces loqueteux, qui croient qu'il ne faut pas gratter la terre puisque cela va réveiller les fourmis vertes en train de rêver. La force parfois se transforme en arsenal juridique, et comment expliquer un monde à un autre monde ? Les libertaires sont souvent confrontés à ce problème, n'est-ce pas ? La langue, ségrégation, c'est bien connu et pourtant c'est toujours actuel. Que dire de ces hommes qui se réunissent autour d'un arbre pour imaginer leurs enfants futurs et qui continuent à le faire malgré la construction d'un supermarché ; ils sont alors assis entre les rayons de P.Q. et de détergents, incompréhensible n'est-ce pas ?

Il n'y a pas dans le propos d'Hertzog une nostalgie passéiste ou celle d'un paradis perdu ; non, je crois y voir et y découvrir un appel au respect des cultures différentes, même si, parfois, cela peut paraître étrange et invraisemblable. N'est-ce pas un propos libertaire ?

Simon

PROGRAMMES DE RADIO-LIBERTAIRE

- **Jeudi 3 janvier :**
« Attention fragile » (10 h à 12 h) : le Zimbabwe, quels changements après l'indépendance ?
« Du coin des marmites » (12 h à 14 h) : l'Association des alcooliques anonymes.
« Si vis pacem » (18 h à 19 h) : émission de l'Union pacifiste de France. Invité : Pierre Martial à propos de P. Aguiar.
(20 h à 22 h) : Résistance internationale des femmes à la guerre (R.I.F.G.) et le groupe de la Défense.

- **Vendredi 4 janvier :**
« L'Invité quotidien » (20 h à 22 h) : Roger Rouquette, député, membre du P.S. et de la Ligue des droits de l'homme.

- **Samedi 5 janvier :**
« Le père Peinard » (11 h à 12 h) : pour une certaine organisation anarchiste, par Paul Chenard et Robert Guérin.
« Chronique syndicale » (12 h à 14 h) : rendez-vous avec « Panchito Villa ».

- **Dimanche 6 janvier :**
« Folk à lier » (12 h à 14 h) : Francine Reeves (chanteuse « calleuse » québécoise qui fait souvent des veillées) et Jacques Vassal (journaliste à *Rock & Folk* et *Paroles et Musique*, auteur de plusieurs livres sur le folk).
« Grand Angle » (18 h à 20 h) : colloque sur la folie avec l'association Trames et « Poésie élément-terre » par Al Davl.

- **Mardi 8 janvier :**
« Magazine pour rire » (14 h à 18 h) : avec Eric Vincent.
« Prisons » (20 h à 22 h 30) : émission sur l'enfermement (nouvel horaire).

- **Mercredi 9 janvier :**
« Allons z'enfants, etc. » (16 h à 17 h) : Thierry Maricourt, un insoumis oublié ? Compte rendu du procès de P. Aguiar.

EN REVENANT DE LA R'VUE

« LA FORCE DE FRAPPE TRANQUILLE »

PLUS de 6 040 F : telle est, cette année, la contribution moyenne de chacun des 24 millions de Français formant la population active, au budget de la Défense nationale. A partir de cette constatation, les cannetons irrespectueux vont mener leur enquête avec une précision de Pluton (1).

Ils commencent par nous rafraîchir la mémoire en narrant la naissance de l'équilibre de la terreur dans les cerveaux-gruyère de nos pitres-généralistes. Ils remettent au goût du moment les déclarations anti-H (la bombe !) du président actuel et dépoussièrent la dialectique de la bombinette tenue par les ours de la place du Colonel-Fabien. Ensuite, les fameux journalistes font l'inventaire de l'apocalypse : les bombardiers, tels des Mirage, se balladent au-dessus de nos têtes dans les années 60, chargés comme il se doit des 60 kilo-tonnes sous les ailes ; les missiles devant se frayer un chemin entre les anti-anti-anti-missiles pour parvenir à louper la cible de plusieurs kilomètres. Sans oublier des radars laissant tout filer pourvu que cela se passe à 100 mètres d'altitude et à la vitesse de 900 kilomètres/heure.

Puis arrive le tour des sous-marins nucléaires (le prochain *L'Inflexible* reviendra à 400 F le kilo... le prix du foie gras !), basés sur l'invulnérable île Longue visitée pourtant par un commando de barbouzes voulant

vérifier l'étanchéité de la carcasse : lamentable ! Bien évidemment les épis du plateau d'Albion sont également épluchés, ainsi que les goupillons de nos évêques flirtant avec les sabres de l'apocalypse divine.

Les résultats sont minutieusement répertoriés, ainsi que les nombreux accidents de bombardiers nucléaires... Score à la mi-temps : Etats-Unis : 6, U.R.S.S. : 4. Mais les joyeux journalistes de l'hebdomadaire satirique nous fournissent quand même quelques informations techniques et quelques scoops (on a la bombe à neutrons, you-pee !) ; s'attardant intelligemment sur la mise en pratique de la symbiose rose dans le cadre de la recherche universitaire (« Moi, je cherche où on me dit de chercher ! »).

Un chapitre édifiant est même consacré à la formidable percée de ce fils de gendarme devenu, sous les regards indulgents des galonnés, ministre de la Défense (populaire ?) : Charles Hernu (dit : Hernu-cléaire). Mais si ce onzième dossier du *Canard* doit vous faire frissonner d'horreur en attendant le *Nouvel An*, il faut quand même vous dire que si un jour vous entendez mugir cinq fois la sirène de votre village, cela signifiera que la bombinette est chue.

Roger
Gr. de Nice

(1) « Les dossiers du *Canard* », n°11, 22 F.

1984 : UNE ANNÉE COMME LES AUTRES

JE pressens l'étonnement du lecteur en lisant le titre de cet article, alors qu'alertées par la presse et les médias, les populations, tout au long de l'année, se sont indignées, se sont mobilisées, ont défilé à l'appel des titres bien gras de leur quotidien et des déclarations tonitruantes des foutriquets de la politique sur les différentes chaînes de radio ou de télévision. C'est vrai, la vie économique, politique et sociale a été ridée par de multiples événements qui l'ont agitée en surface, chacun paraissant capital aux foules, la plupart étant aujourd'hui oublié, poussé sur la touche par d'autres qui, à leur tour, subiront le même sort. Agitation classique qui tient le gogo en haleine et lui donne l'impression d'agir sur l'événement, alors que sur le fond l'économie en crise continue à se contracter, les conditions d'existence à se reserrer, les menaces de conflits de tout ordre de s'étendre de par le monde. Oui, sur l'évolution d'une crise dont le capitalisme ne veut pas faire les frais, et que les populations ouvrières sont contraintes d'éponger, rien n'a changé sinon le rétrécissement du pouvoir d'achat des travailleurs. Il suffit de se garder la tête froide en se remémorant les événements qui agitent les populations au cours de l'année, pour constater que ce monstre froid, le capital, a poursuivi, inexorablement et malgré les crailleries, sa réadaptation aux évolutions du monde économique en laissant sur le carreau des dizaines de milliers de femmes et d'hommes contraints de pointer au chômage parce qu'ils ne s'inscrivaient plus dans le schéma griffonné par la classe dirigeante pour tirer son épingle du jeu.

Courbant le dos sous une avalanche de revendications, l'année 1983 avait légué à sa suivante une multitude de dossiers : ceux de l'automobile, de la sidérurgie, du charbonnage et j'en oublie... Les travailleurs, inquiets, sont venus à Paris et nous avons défilé avec eux dans les rues de la ville. Des responsables syndicaux ont été reçus dans les ministères ; la presse a reproduit les propos

édifiants, rassurants, tonifiants des augures. J'étais parmi les manifestants... et si chacun reprenait en chœur les slogans d'usage, dont certains étonnaient par leur naïveté, il suffisait de tendre l'oreille pour saisir des conversations particulières dont le doute et l'incrédulité constituaient le fond. Les hommes avaient fait le déplacement pour « parler » à « leur » gouvernement, le gouvernement socialiste de Mauroy, et ils n'y croyaient plus. Puis, ils sont repartis dans un silence qui contrastait avec l'enthousiasme de leur arrivée dans la ville aux illusions politiques. Ils sont rentrés dans leurs villes ou dans leurs villages, le dos courbé ; puis ils sont allés se faire inscrire au chômage et sont devenus des assistés, avant de devenir de nouveaux pauvres ! Et jusqu'à ce jour, ils n'ont trouvé qu'un moyen dérisoire de manifester leur colère : rester chez eux les jours d'élection, faisant monter l'abstention à un taux jusqu'alors inconnu dans le pays.

Dans ce monde assommé par la crise et ses séquelles, le changement de gouvernement n'a été vraiment vécu que par la classe politique et ceux qui se propulsent dans son sillage. Fabius, un jeune homme bien sous tous les rapports, a entrepris de mettre au net ce que Mauroy, son prédécesseur, avait commencé : une politique de « modernisation » qui, paraît-il, s'imposait. Il faut faire attention lorsque les politicards avancent des mots neufs, comme ceux de « modernisation » et de « flexibilité », c'est le moment pour le citoyen de serrer les fesses car c'est le signe que les paltoquets qui nous gouvernent s'apprentent à serrer la vis ! « Nouveau » gouvernement ? Un gouvernement comme les autres, avec quelques sortants, qui s'étaient fait trop remarquer, et quelques rentrants dont l'échine est suffisamment souple et le fessier suffisamment rembourré pour subir sans dommage quelques coups de pied au cul ! Rien de nouveau vous dis-je... passons !

Mais ce qui, au cours de l'année, agita le monde politique c'est l'affrontement entre l'école

publique et l'école privée dont les rassemblements à Versailles et à Paris marquèrent une apogée. L'école privée a gagné ! Même si la bourgeoisie ne met pas toujours sa progéniture à l'école privée, celle-ci est son école. Elle la considère comme le symbole de la classe à laquelle elle appartient. C'est l'école des « riches », même si les enfants de pauvres y sont nombreux ; comme l'école laïque est l'école des « pauvres », même lorsque la bourgeoisie la

leur vrai place, celle de péripiétés, sans plus. Pourtant, deux événements me semblent devoir retenir notre attention, même s'ils n'apparaissent encore que comme des virtualités.

Le premier, c'est le phénomène Le Pen. Rien ne laissait supposer, les années précédentes, que ce gros garçon joufflu et braillard franchirait cette marge de un ou deux pour cent de la population, qui dans le pays, est le score traditionnel d'une extrême droite fascisante.



« Fabius, un jeune homme bien sous tous les rapports... »

fréquente. L'école privée est distincte, à part, différente... Elle tranche avec la piétaille, et lorsqu'elle ne constitue pas un signe de distinction économique pour ceux qui la fréquentent, elle affirme leur prétention à cette distinction de classe. De la curaille à la bourgeoisie, tous ceux, qui se sentent vocation à diriger intellectuellement les autres, se sont rués à Versailles. La bourgeoisie ne croit plus en Dieu, les églises sont vides, les prêtres crottés font de la gymnastique pour desservir les paroisses au pas de course. Mais Dieu, ou ce qu'il en reste, est le gendarme de la bourgeoisie ; Dieu, c'est l'ordre, le respect des valeurs, la place que la fortune et la considération a choisit et où chacun doit se tenir. Il est bien connu que les mères maquerelles envoient leurs enfants du hasard dans les saintes institutions pour sauver l'âme de ces bambins. Oui, l'école privée a gagné. Dans un monde où l'insécurité serre toutes les gorges, la connerie paie ! Mais je voudrais donner un conseil au raticchon de ma paroisse : qu'il se garde de pavoiser trop tôt, un peu de misère rend le peuple veule, beaucoup de misère le rend terrible ; alors les « Ça ira, ça ira ! » succèdent aux homélies.

Cependant, si ces événements firent beaucoup de bruit en leur temps ce ne sont pas eux qui marqueront le plus profondément l'avenir, ils sont communs à tous ces incidents qui ridèrent la plage politique et sociale des années écoulées. Dans le cadre du système capitaliste, un savant mouvement de balancier électoral les remettent à

L'émergence de Le Pen qui, avec ses 11% de voix aux dernières élections, a largement entamé l'électorat classique de la droite, n'est plus un phénomène individuel dû à un personnage ; mais l'émergence d'un courant politique fascisant. Les hommes qui cristallisent le fascisme : Hitler, Franco, Mussolini, sont des hommes de circonstance. Ils sont mis en place par la bourgeoisie décidée à tout, la dictature y compris, pour défendre ses privilèges. Ce ne sont pas les Le Pen qui créent le fascisme, c'est le fascisme qui choisit des hom-

mes : Le Pen ou d'autres, pour symboliser la dictature d'une classe décidée à mater les couches populaires. En ce sens, ce que représente Le Pen, et qui le dépasse, c'est le recours, par une fraction importante de la classe dirigeante, au fascisme qui au fur et à mesure que l'économie se détériore et que la classe ouvrière se rebellera gagnera du terrain parmi nos bons bourgeois pantoufflards, qui l'accepteront comme un moindre mal. Phénomène inquiétant car il ne s'agit plus d'un frisson qui parcourt l'échine d'une civilisation du profit inquiète de son avenir, mais d'un mouvement né dans la profondeur de la société capitaliste et qui gagne toutes les couches de la population, y compris les classes pauvres, par sa démagogie contre les immigrés. Il faut bien le comprendre : c'est peut-être le seul mouvement qui, au cours de l'année écoulée, a remué le pays dans ses profondeurs.

Cependant, au début de cette année nouvelle où, des conditions d'existence à la Nouvelle-Calédonie, tant de problèmes nous assaillent ; il existe peut-être une satisfaction qui paraît bien mince tout en pouvant être le départ d'un sursaut du monde du travail. Il s'agit du rejet par la base, ou plutôt par les petits cadres qui en sont sa richesse, de la « flexibilité » négociée par le patronat et les directions syndicales. A défaut des ouvriers qui ne sont jamais vraiment consultés, les militants syndicalistes ont dit non, et leurs directions syndicales ont été contraintes de faire machine arrière. « Ce n'est qu'un début, continuons le combat ! », disait l'autre.

Oui, une année comme les autres ! Alors que le système économique, délabré, est miné par la crise mondiale et que la classe dirigeante prépare des lendemains qui pleurent ; l'instant du réveil du syndicalisme révolutionnaire sonne. Ne laissons pas passer l'occasion !

Maurice Joyeux

BILAN 84 SYNDICALISME GLOBALEMENT NÉGATIF...

L'année 84, où le 100^e anniversaire du syndicalisme français a été célébré, n'aura pas été glorieuse pour celui-ci. Ce qu'un siècle de luttes quotidiennes avait mis noir sur blanc, il suffit que l'organisation du patronat français appelle ça « flexibilité du travail » pour que les dirigeants syndicaux hésitent !

Leur multiples louvoiements ont montré le peu de fermeté de leurs positions. Qu'est-ce qui a le plus pesé : la peur de se faire engueuler par les adhérents ou de se retrouver tout seul à signer ?

Comme tout serait mieux si les apprentis couchaient encore dans les ateliers comme

jadis ! Les ouvriers corvéables à merci, voilà qui conviendrait au C.N.P.F. ; et des soit-disant syndicalistes ont failli marcher dans la combine.

Heureusement, il y a les travailleurs immigrés pour relever le niveau du syndicalisme français. Moi qui croyait que les travailleurs n'avaient pas de patrie mais seulement des chaînes à briser...

Le syndicalisme est bien malade et en plus, il vit au-dessus de ses moyens ! Pour la première année de son deuxième siècle d'existence, verrons-nous une lueur d'espoir ?

Géronimo



« Rétrécissement du pouvoir d'achat... »